

LES GRANDES MIGRATIONS DES OUVRIERS DU NORD

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE : marxiste-léniniste

MARDI 3 MAI 1977
N° 439 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

La France
des luttes

(VOIR EN PAGE 2)

**ZOUERATTE :
2 FRANÇAIS TUÉS
AU COURS
D'UNE OPÉRATION
MILITAIRE**

**QUE FAIT
L'IMPÉRIALISME
FRANÇAIS EN
MAURITANIE ?**



La presse, qui a constamment minimisé ou calomnié la lutte du peuple sahraoui, semble la découvrir aujourd'hui, à l'occasion de l'offensive contre le centre minier de Zouerate, au cours de laquelle deux Français ont trouvé la mort. Mais la région du Nord de la Mauritanie est en état de guerre, une guerre déclenchée par les régimes expansionnistes contre les patriotes sahraouis qui refusent l'annexion de leur territoire : le Polisario avait solennellement prévenu qu'il ne garantissait la sécurité de personne dans cette zone. Et la question qu'on oublie de poser dans cette affaire, c'est le rôle de l'impérialisme français en Mauritanie et au Maroc, son soutien à la guerre d'agression contre le peuple sahraoui.

LIRE P.8

**CHINE:
Un important article
du président
Hua Kouo Feng**

LIRE P.8

PLAN BARRE : ÇA CONTINUE

ENCORE DES HAUSSES

- lait : + 3%
- transports scolaires : + 2%
- essence : la date n'est pas encore arrêtée

Un nouveau train de hausses vient d'être annoncé. Les prix des transports routiers, scolaires vont augmenter de 2 % dans l'immédiat et de 4,5 % à la prochaine rentrée scolaire.

Le prix des voitures neuves augmentera de 3,5 % en juillet, celui des pneus augmente maintenant de 3 %.

Mais la hausse qui va

toucher le plus grand nombre de travailleurs est celle du lait qui va passer de 1,80 F à 1,85 F soit 3 % de hausse. Le gouvernement justifie cette hausse par le relèvement des prix à la production décidé à Bruxelles. Mais précisément le producteur vend le litre de lait entre 80 et 90 centimes soit à peine la moitié du prix de vente à la consommation.

En avril, le gouvernement avait déjà augmenté le prix du lait au détail de 3,3 %.

Pour le mois de mars, l'indice officiel a enregistré une hausse de 1,2 % en moyenne des prix alimentaires.

Rencontre
Mitterrand-
Jenkins

Mitterrand
prépare
ses dossiers
de l'après 78

P.3

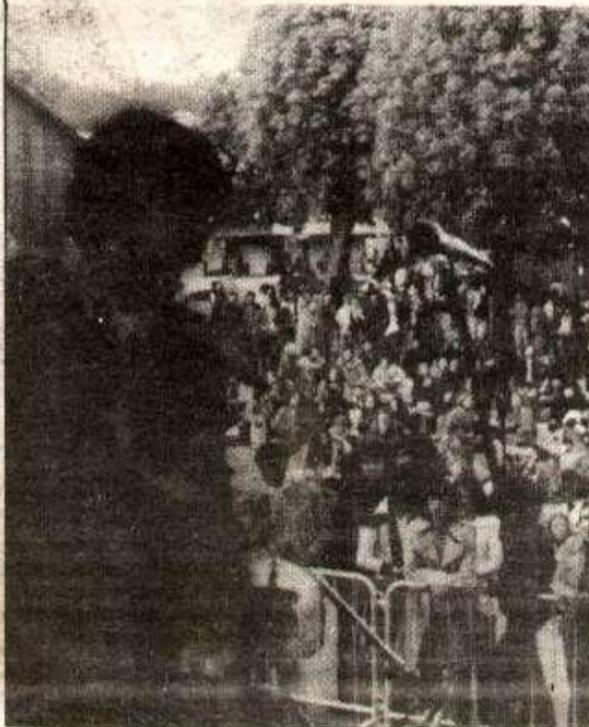
1^{er} mai
en Espagne

Naissance
d'un
syndicalisme
unitaire

P.8

LA FÊTE DE REBELLES À LA CARTOUCHERIE

Lire notre compte-rendu en page 9



LE ZAÏRE AU COEUR
DES RIVALITÉS
IMPÉRIALISTES

Tentatives de
développement
et nouvelles formes
de dépendance

LIRE P.6 ET 7

LUTTES OUVRIÈRES

LA FRANCE DES LUTTES



RÉGION PARISIENNE :

- Alstom (St Ouen) : Plusieurs semaines de débrayages pour 2 500 F mensuels, 300 F pour tous, le 13^e mois, les 40 heures.
- Supermarché Félix Potin (Champigny, Paris 10^e) : en grève pour les salaires.
- Alstom (Vitry), Alstom (Provins, Val de Marne) en lutte pour les salaires
- Pfizer (Massy) : lutte totale pour la diminution des cadences, la 5^e équipe, prime de vacances (1 500 F), embauche des intérimaires
- Aubier Cuny (Meaux) : lutte avec occupation pour les salaires, le 13^e mois, les libertés syndicales
- Gérard (Pantin) : lutte depuis le 15 avril pour les salaires
- SONOFAM (Bonneuil, Val de Marne) : 380 ouvriers débrayent pour la réintégration d'un délégué CGT
- Lutte pour l'augmentation des salaires : BSN Gervais Danone (Plessis Robinson), Salaisons Pacy (St Denis), STEF (Paris), boulangeries MEDE (Paris).
- Eboueurs parisiens : 10^e jour de grève pour les salaires, l'augmentation des effectifs.

NORMANDIE :

- Bertel (Textile) à Rouen : grève avec occupation pour 300 F, prime de vie chère, un travail assuré pour les immigrés de retour de vacances. Des vigiles attaquent le piquet de grève.
- Exciting (lingerie féminine) à Laval : 18^e jour de grève pour le 13^e mois et les salaires
- Blaupunkt (Caen) : débrayages pour les salaires.

NORD

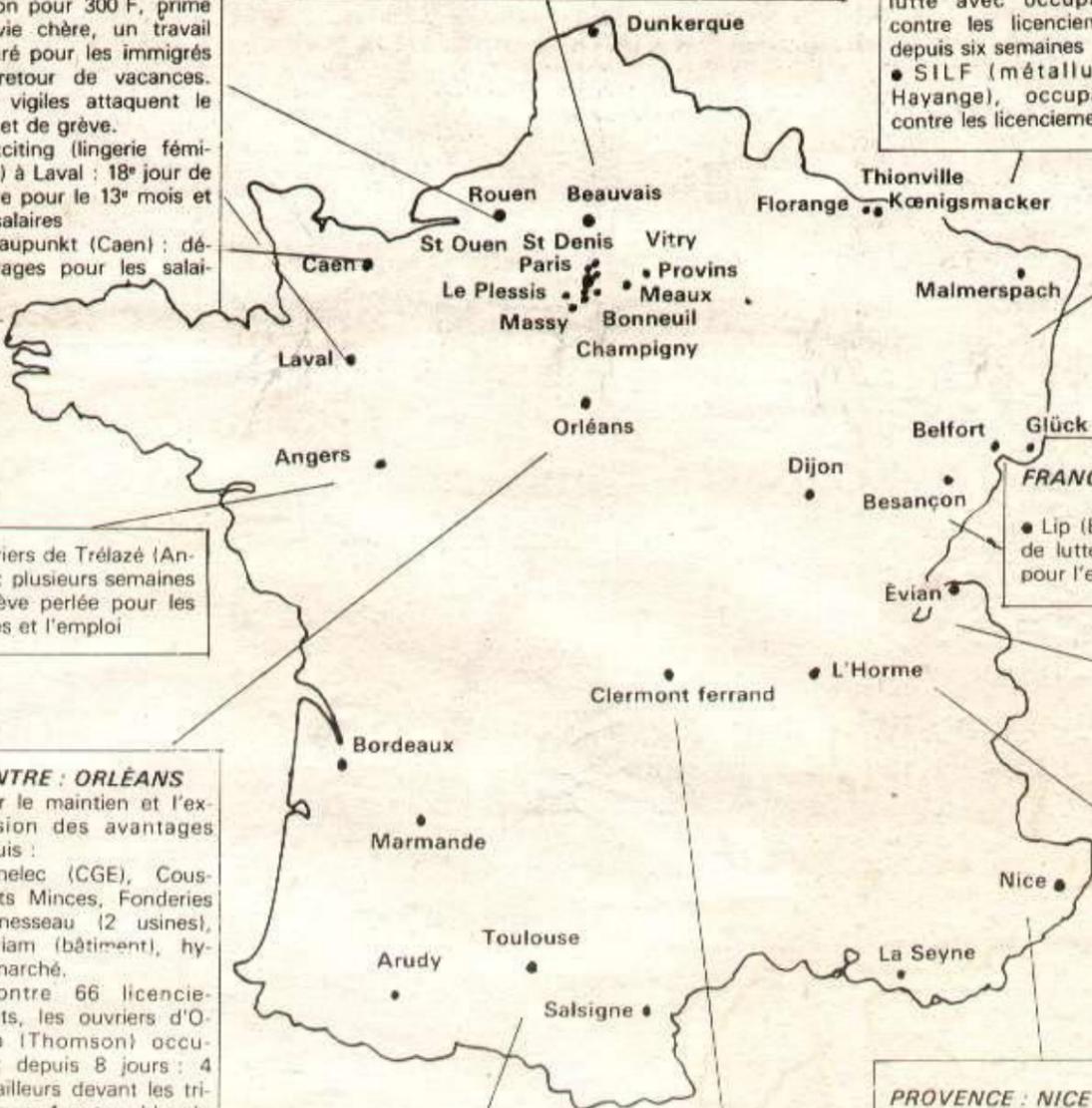
- Massey Ferguson (Beauvais) : 2 500 travailleurs en lutte depuis le 14 avril pour les salaires et les conditions de travail, expulsés cette semaine.

LORRAINE

- Soloci-Solomi Koenigs-macker (métallurgie) : lutte avec occupation contre les licenciements depuis six semaines
- SILF (métallurgie Hayange), occupation contre les licenciements

ALSACE :

- Usines Schlumpf (Gluck, Malmerspach), occupées pour le maintien de l'emploi
- Tecla (Territoire de Belfort) : 1 000 ouvriers occupent pour le 13^e mois, l'augmentation des salaires
- Sevylon (articles de sports) : 800 ouvriers occupent pour 2 francs de l'heure.



- Carriers de Trélazé (Angers) : plusieurs semaines de grève perdue pour les salaires et l'emploi

CENTRE : ORLÉANS

- Pour le maintien et l'extension des avantages acquis :
- Unelec (CGE), Cousinets Minces, Fonderies Chenesseau (2 usines), Salviam (bâtiment), hypermarché.
- Contre 66 licenciements, les ouvriers d'Oréga (Thomson) occupent depuis 8 jours : 4 travailleurs devant les tribunaux, 4 autres blessés par des vigiles.

FRANCHE-COMTÉ :

- Lip (Besançon) : Un an de lutte avec occupation pour l'emploi

SAVOIE, HAUTE SAVOIE

- Usines Evian (Evian, Amphion) : lutte pour les salaires et le respect de la convention salariale

RÉGION LYONNAISE :

- Chapelleries (Chazelles-sur-Lyon) : lutte contre la fermeture
- Ixeco (Lyon) : lutte contre les licenciements
- Forges Stéphanoises (L'Horme) : plusieurs semaines de débrayages pour le maintien de l'emploi.
- SOPELEM (Dijon-matériel optique) : lutte avec occupation pour les salaires

PROVENCE : NICE

- Giordan (fonderie) : lutte pour la réduction des horaires et les salaires
- SCOM (Westinghouse) lutte avec occupation depuis plusieurs mois contre la fermeture
- SFER (Société française de l'électromécanique) 800 ouvriers en lutte pour les conditions de travail
- Alessandro : lutte pour 200 F, les libertés syndicales au cours de laquelle une section CGT a été créée
- Marmouth (La Seyne, Var) : 350 employés occupent depuis 8 jours pour le 13^e mois, les salaires.

CENTRE

- Gerzat (Clermont-Ferrand) : les métallurgistes ont été expulsés, la lutte continue pour 200 F
- SCPC (Clermont) : un an de lutte contre la fermeture
- Copano Book (Clermont) : un an de lutte contre la fermeture.

SUD-OUEST :

- Fonderie Messier (Arudy) : 3 semaines d'occupation contre 38 licenciements
- Bordeaux :
 - Elf Ambès (raffinerie) : plusieurs semaines de lutte pour l'emploi
 - Bordeaux Sud (métallurgie) : un an d'occupation contre la fermeture
 - Tissages St Joseph : plusieurs mois d'occupation contre la fermeture
- Alstom (Toulouse) : lutte avec occupation pour les salaires.



Rencontre Mitterrand-Jenkins (président de la CEE)

MITTERRAND PREPARE SES DOSSIERS DE L'APRES 78

François Mitterrand s'est entretenu hier avec Roy Jenkins, l'actuel président de la Communauté Economique Européenne, et à l'invitation de celui-ci. Selon un journal socialiste belge, cette rencontre n'aurait pas été du goût de l'ancien président de la CEE, Xavier Ortoli, qui fut ministre de De Gaulle, et qui aurait demandé à Jenkins de donner moins de publicité possible à cette rencontre.

Mitterrand a toujours eu des rencontres inter-

nationales, ne serait-ce qu'au niveau de l'Internationale socialiste. Le fait nouveau est simplement que ces contacts ne sont plus maintenant seulement des réunions «de partis», ils sont plus maintenant dans le cadre normal des rencontres entre des dirigeants de pays et des membres de l'opposition d'autres pays, ils sont directement liés à la très possible accession de Mitterrand au pouvoir en 78.

Depuis de nombreuses années déjà, Mitterrand rencontre, au sein de l'Internationale socialiste, des responsables gouvernementaux ; en effet, l'Internationale socialiste, qui compte environ 60 membres, comprend, outre les pays européens, des partis socialistes comme celui du Sénégal (dont Senghor, par ailleurs président de la République, est également président du parti), le Mapa israélien, lui aussi au pouvoir, le parti malgache, même si celui-ci est quelque peu «marginalisé» depuis 76, etc.

Néanmoins, c'est en Europe que Mitterrand entretient les contacts les plus suivis : c'est ainsi qu'il a eu l'occasion de rencontrer Soares, le premier ministre portugais, au cours d'une réunion des PS de l'Europe du Sud, qu'il rencontre régulièrement Olof Palme, qui fut jusqu'à il y a peu ministre de Suède, qu'il rencontre également Brandt, dont le rôle reste important en Allemagne, qu'il rencontre Wilson, puis Callaghan, au cours des réunions des partis socialistes de la CEE, comme celle qui s'est déroulée à Elsenor, au Danemark, début 76.

Les contacts internationaux de Mitterrand ne s'arrêtent pas là. En juin, à l'issue d'une visite officielle en France, le chancelier autrichien Kreisky avait eu un entretien «privé» avec le secrétaire du PS. C'est ainsi également que Mitterrand s'est rendu en février 75 en Algérie, à l'invitation de Boumediène. Déjà, à l'époque, cette visite avait été considérée comme «choquante» par le premier ministre Chirac. Il faudrait encore citer les visites officielles à Dakar, où Mitterrand fut reçu comme un chef d'Etat, à Tel Aviv également ; et bien sûr le voyage à Moscou en avril 75. En outre, Jean Pierre Cot et Rocard sont allés, ce début d'année, aux Etats Unis pour préparer une rencontre de Mitterrand avec les principaux dirigeants américains à l'automne.

Au sein de l'Internationale socialiste, les contacts n'ont pas seulement pour but d'examiner les questions tactiques, (les situations étant tellement différentes)

mais aussi d'envisager, déjà, les rapports d'Etat à Etat ; à plus forte raison pour les visites du PS dans les pays dont les dirigeants ne sont pas socialistes.

Chacune des rencontres sont accompagnées de commentaires officiels ou officieux, du gouvernement jugeant «inopportun», «regrettable», «dangereux» de telles confrontations. Il fut un temps en effet où la politique étrangère était du seul domaine du gouvernement, et même plus précisément

du président de la République, à l'époque de De Gaulle.

Aujourd'hui, la faiblesse du pouvoir giscardien est si patente, les possibilités d'accession de l'union de la gauche au pouvoir si nettes, que les dirigeants étrangers préparent, eux aussi, l'après 78.

La différence n'est d'ailleurs pas essentiellement dans une modification éventuelle de la politique extérieure de la France : les

socialistes au pouvoir en Grande Bretagne, en Allemagne, au Danemark, aux Pays Bas, s'accommodant fort bien de la politique de Giscard.

Dans quelques jours s'ouvre la conférence «des pays riches» à Londres. Barre l'a parait-il préparée avec les ministres des finances de certains pays. Mitterrand, lui aura aussi eu l'occasion de la préparer, avec un de ceux qui y joueront un grand poids : le président de la CEE.



Des rencontres de l'Internationale socialiste aux rencontres d'Etat à Etat.

Pour répondre à Giscard sur FR 3

CHIRAC ENVOIE SON ADJOINT GUÉNA

Si le RPR ne participe plus directement au pouvoir, ce n'est pas pour autant qu'il est dépourvu de moyens. On s'en était aperçu au mois de janvier lorsque Chirac avait annoncé sa candidature à la mairie de Paris : la télévision s'était mobilisée pour lui, et il avait fait son «allocution» à 20 h, comme un premier ministre, ou comme Giscard lui-même. Le même coup s'est réédité hier, à peu de choses près.

Chirac devait parler vendredi à FR3, dans le cadre des «TRIBUNES LIBRE». Il a préféré attendre que Giscard se fasse interviewer dans la

soirée pour être à même d'y répondre. Comme par hasard, il disposait de la tribune libre hier, et la réponse du RPR devenait l'événement politique ! Pourtant, rien de nouveau n'est sorti des discussions au sein du RPR, ce qui a fait que c'est Guéna qui a pris la parole, et non Chirac.

Le RPR est prêt à rencontrer les autres formations de la majorité, et même «à ne pas faire de misère aux députés sortants RI, radicaux et centristes». Se plaçant donc résolument comme le plus grand parti de la majorité, celui qui en dernier

recours décide ou non des investitures pour les législatives, le RPR, par la voix de Guéna, a en outre répété les divergences qui le séparent de Giscard : au lieu d'affecter une sérénité qui n'est pas de mise, il vaut mieux engager dès aujourd'hui la mobilisation de la droite, et au lieu de tout miser sur un éventuel redressement économique il faut faire «de la politique» et préparer les élections.

Et Guéna de conclure que vu l'état des divergences, «bien sûr», la confiance du RPR ne pouvait pas aller au gouvernement Barre bis.

Renégociation du programme commun

CHACUN DES SIGNATAIRES SE PRÉMUNIT POUR L'AVENIR

La fameuse actualisation qui sera le sujet de la rencontre au sommet du 17 mai, promet d'être laborieuse ; deux faits marquants sont venus le confirmer ce week-end.

Le comité directeur du Mouvement des Radicaux de Gauche a défini ses exigences et les fera connaître le 5 mai ; il est déjà connu qu'elles porteront sur les points suivants :

- organisation d'un référendum sur le nucléaire,
- reclassement par un organisme public ou semi-public des salariés licenciés des PME,
- d'autres sont tout à fait révélatrices de la confiance des radicaux de gauche dans l'avenir de la «gauche unie» après 78 :
- abandon du monopole de la radio,
- garantie des droits de l'opposition,
- précision des conditions d'un contrôle d'application des accords d'Helsinki,
- une troisième série de propositions abonde dans le sens du PS quand, par exemple, le MRG se prononce pour les seules nationalisations prévues dans la première version du programme commun, tout en n'écartant pas des prises de participation financières dans d'autres secteurs de l'économie.

Autre difficulté en perspective pour les PCF : Attali, conseiller économique de Mitterrand, déclare à RTL «le programme commun doit être actualisé pour s'adapter à la conjoncture, mais il ne doit pas être transformé».

Par ailleurs Mitterrand et Bergeron responsable de FO plutôt que de manifester le 1^{er} mai ont préféré se rencontrer, entre adhérents du PS, pour échanger leurs conceptions du syndicalisme ; à l'issue de la rencontre ils ont déclaré qu'ils se rencontraient souvent.

Ils ont rappelé leur accord «sur le rôle permanent du mouvement syndical, sa nécessaire indépendance et leur attachement commun aux libertés démocratiques et aux droits de l'homme».

Ces contacts, qui ne sont, il est vrai, pas nouveaux sont plus nombreux ces derniers temps et surtout prennent une signification particulière à la veille d'une probable victoire de la gauche en 78 ; en effet il semble qu'au lendemain de la grève du 28, Mitterrand ait été inquiet par la coupure de courant dans le métro à l'appel de la CGT :

Tous ces faits confirment que la tâche des négociateurs ne sera pas aisée ; le moins que l'on puisse dire c'est que la confiance ne règne pas chez les différents partenaires.

PCF

Les remous de Jeanette Vermeersch

L'article de Jeanette Vermeersch paru dans «Le Monde» du 9 avril suscite plus de remous qu'il n'y paraissait. Dans cet article, la femme de Thorez, qui avait démissionné du bureau politique du PCF lorsque celui-ci avait condamné l'intervention russe en Tchécoslovaquie, s'exprimait vertement à Ellenstein, historien du PCF qui cherche à prendre du champ vis à vis de l'URSS. L'article de Vermeersch, reprenait en gros les thèmes des dirigeants soviétiques, prompts à dénoncer les trop grands virages des partis euro-révissionnistes. Pour trois secrétaires de cellules parisiennes du PCF, qui s'expriment eux aussi dans «Le Monde», les positions de Vermeersch ne sont pas seulement celles d'une vieille militante quelque peu dépassée par les événements, mais l'expression propre «de la volonté des soviétiques de

tout tenter pour reprendre leur ascendant sur les partis communistes, et d'aller pour cela, si besoin est, jusqu'à la scission.» Selon eux, cette possibilité qu'ont les thèses soviétiques de s'exprimer au jourd'hui vient du fait que seul «un courant démocratique petits bourgeois», celui d'Ellenstein, fait entendre sa voix. Il agit comme un repoussoir sur les ouvriers «qui pourraient avoir la tentation de rejoindre les aventuriers dont l'opposition à la bourgeoisie cache mal l'allégeance à un régime tout aussi conservateur.» Ces aventuriers, ce sont bien sûr ceux qui défendent strictement les positions de l'URSS. Pour les 3 secrétaires de cellules une seule solution «que le débat démocratique permette à chacun des courants sociaux et idéologiques réels de s'exprimer librement au sein du PCF.»

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La chasse aux vendeurs de muguet

PV, saisies du matériel...

Un jeune vendeur de muguet raconte : « Avec mon beau-frère qui est chômeur, comme moi on avait acheté du muguet à Rungis et on comptait le vendre ensemble. On s'installe samedi près de la sortie du métro, devant la Samaritaine, et on commence à vendre. Ça marchait pas mal. Alors, des agents de police sont arrivés, ils nous ont demandé si on avait une autorisation, on n'en avait pas, on leur a dit qu'on pensait que le 1^{er} mai, tout le monde pouvait vendre. Ils ont fait venir un car de police, on a protesté. Les passants étaient avec nous, ils engueulaient les flics, ils leur disaient qu'on ne faisait rien de malhonnête, et faisaient exprès de nous acheter beaucoup de muguet pour gêner les flics. Mais ils nous ont quand même emmené au poste. Ils nous ont gardé deux heures et nous ont mis un P.V. pour «vente à la sauvette de muguet sur la voie publique», le PV le plus cher : notice 3, on va recevoir une convocation pour passer au tribunal. En plus, ils ont saisi toute la marchandise : 500 brins de muguet. Avec nous, il y avait une femme mère de 7 enfants et ils lui ont fait le même coup. »

Toute la journée de samedi, les flics ont fait la chasse aux vendeurs de muguet, on les a vus sur les grands boulevards, ramasser des vendeurs. Ils avaient reçu des consignes : la vente de muguet n'est permise sans autorisation que le 1^{er} mai. Dimanche, des contrôles ont également été effectués, les vendeurs occasionnels n'avaient pas le droit de vendre de muguet en pots, ni d'autres fleurs.

A Rungis, les grossistes vendaient en grande quantité aux gens qui se présentaient en leur assurant qu'ils pourraient le vendre les deux jours du week-end alors qu'ils savaient très bien que cela n'était autorisé que le dimanche. Plusieurs chômeurs qui espéraient ainsi gagner un peu d'argent en ont perdu beaucoup : PV + muguet saisi.

L'État refuse d'indemniser les victimes de l'attentat de Grenoble

Après l'attentat fasciste contre la Bourse du Travail de Grenoble, la question se pose de savoir qui doit indemniser les victimes de l'explosion, alors que la seule CFDT a perdu dans l'attentat pour près de 35 millions anciens. Le préfet de l'Isère vient de faire savoir que l'État n'indemniserait pas étant donné que «seules les victimes de faits commis lors d'attroupements ou de rassemblements avec préméditation» peuvent prétendre à l'indemnisation.

Ekofisk

LES COMPAGNIES PETROLIERES SE LAVENT LES MAINS DE LA POLLUTION

Le colmatage du puits 14 de la plate-forme «Bravo» n'a tenu qu'à quelques millimètres, et à la longue expérience de Red Adair. Le piston hydraulique dont il disposait pour bloquer la valve d'obturation était trop court. Un bricolage a permis de l'allonger de quelques millimètres, ce qui a permis d'atteindre la puissance suffisante pour résister à la pression du pétrole. Samedi matin à 11 h, le geyser de pétrole brûlant était contenu. Dimanche, Red Adair repartait pour les USA.

De la boue était injectée dans le puits pour refouler le pétrole, «le puits n° 14 est entièrement sous contrôle» annonçait la Philips Petroleum. Peu après, le gouvernement norvégien autorisait la reprise de l'exploitation sur les deux plates-formes Alpha et Charlie. L'exploitation sur «Bravo» ne reprendra pas avant un mois.

Le colmatage du puits, s'il limite l'étendue du désastre, ne supprime pas pour autant la nappe de 30 000 tonnes de pétrole qui dérive vers les



Red Adair et son adjoint Boots Hansen sur le pont de la plate-forme Bravo, après leur succès.

Pour les compagnies : 1977, année de l'espoir !

Extraits : «Pétrole Informations». Revue des Compagnies Pétrolières n° du 15 au 21 avril 1977

«Cette année 1977 qui voit l'avènement de nombreuses techniques d'avant-garde, comme par exemple la mise en place et le raccordement de pipe-lines par grand fond, la mise en automatisation de puits (Gronin), réalisée avec succès depuis un an et diverses autres techniques de pointe, est aussi l'année précédente celle où un bon nombre de gisements de la mer du Nord entreront en production. Pour les industriels de l'off-shore, 1977 est donc l'année de l'espoir dans la mesure où la baisse qui a été enregistrée depuis maintenant deux ans au niveau des commandes, semble se stabiliser. Nombreux sont ceux qui pensent que l'off-shore devrait subir une nouvelle poussée, 1977 et 1978 pourraient bien être les années de la reprise. Cette reprise est d'autant plus vraisemblable que le génie technique vient à point pour ouvrir des horizons nouveaux. Notamment dans le domaine de la production pétrolière par grand fond.»

pétrole en quelques jours, c'est du moins ce qu'ils disent. Or, sur les 30 000 tonnes, 200 seulement ont été pompées, quelques tonnes se sont évaporées.

détruire le plancton, d'atteindre des poissons. Pour être moins spectaculaire qu'une pollution des plages, l'effet de la nappe d'Ekofisk sera au moins aussi grave.

L'action de la mer peut fractionner la nappe, et engouffrer la plus grande partie, empêchant la pollution massive des côtes, mais même si le pétrole n'est plus visible, il n'en continuera pas moins à exercer ses effets nocifs. Une quantité importante de pétrole va tapisser une large surface du fond marin, perturbant la vie sous-marine. Les boules de pétrole restant en suspension ne manqueront pas de

En Norvège, la désinvolture des compagnies pétrolières qui n'ont rien entrepris pour lutter contre la pollution, a provoqué une profonde révolte. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes pour exiger du gouvernement norvégien le contrôle de l'exploitation pétrolière, des garanties de sécurité et l'interdiction des forages au Nord du 62^e parallèle.

Grand prix d'Autriche motocycliste

UN MORT, PLUSIEURS BLESSÉS

Ronde sanglante à Salzbourg pour le plus grand profit des organisateurs

Le grand prix d'Autriche de moto qui réunissait les meilleurs pilotes du monde a été marqué par un accident mortel et la révolte des pilotes.

Au cours de l'épreuve des 350 centimètres cubes, une chute groupée se produit dans un virage dangereux. Venant percuter à 200 km/h des motos tombées, le pilote suisse Hans Stadelman se fracassait le crâne. Mais les organisateurs en voulaient pour leur argent, ils laissèrent la course se poursuivre pendant six tours alors que des motos encombraient le circuit. La colère des pilotes des 500 centimètres cubes les contraignit à faire cesser la ronde sanglante.

L'organisation des secours fut scandaleuse : une seule ambulance en service qui attendit un quart d'heure avant de partir avec un blessé, les autres ambulances n'arrivèrent que 20 minutes après l'accident. Les secouristes, sans aucune qualification malmenaient les pilotes blessés, courant avec les civières. Révoltés les spectateurs jetèrent des pierres sur l'ambulance pour la forcer à partir, et sur la voiture de l'organisateur.

Des médecins italiens arrivés avec une ambulance de réanimation s'étaient vus consignés, sans possibilité d'intervenir, par les organisateurs. L'hôpital le plus proche du circuit, à 25 km manquait de sang.

Les pilotes des 500 centimètres cubes, pour la plupart décidèrent de ne pas participer à la seconde course, notamment Barry Sheene le champion du monde et Agostini.

Les organisateurs, les marques de moto font courir les pilotes dans des conditions d'insécurité totale, sur des circuits dangereux, mal protégés. Seuls comptent pour eux les rentrées d'argent et le renom de leur marque, que des hommes y laissent leur vie leur importe peu.

côtes danoises et norvégiennes. La Philips Petroleum, et les «experts» de l'exploitation pétrolière minimisent cette question : pour eux, elle n'existe pratiquement plus. Les effets conjugués de l'évaporation et de la forte houle vont faire disparaître la nappe de

StÉTIENNE DES SORTS : NON A LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Contrairement à ce que nous annonçons hier, les habitants de la commune de Saint Etienne des Sorts ont dit non à l'implantation d'une centrale nucléaire sur leur commune. Sur 355 inscrits, il y a eu 286 votants, 118 pour la centrale, 158 contre. Ce résultat a surpris le maire qui avait pris partie pour la centrale, mais il ne devrait pas empêcher EDF d'installer à Saint Etienne des Sorts, 4 réacteurs de 1 300 MW, huit tours de refroidissement de 190 mètres de haut.

A Salzbourg (Autriche) s'est ouvert un congrès d'experts sur l'énergie nucléaire. Un contre-congrès s'est tenu avant réunissant une centaine de scientifiques qui ont débattu des dangers du nucléaire.

BIENTÔT UN «MONSIEUR DROGUE»

Girault, sénateur-maire de Caen a été reçu lundi par Giscard d'Estaing pour un entretien sur la drogue. Il y a deux mois, le fils de Girault était impliqué dans une grave affaire de drogue W. deux jeunes mouraient

dans son appartement d'une «overdose». On apprenait hier qu'un drame similaire s'était produit à Mulhouse : deux jeunes de 22 ans et 21 ans décédaient des suites d'une «overdose» et deux autres étaient gravement intoxiqués.

Girault a demandé qu'un débat public soit organisé au Sénat sur ce problème et il a annoncé la prochaine nomination d'un «Monsieur drogue». Les spécialistes de la question ne manquent pas dans les partis de la majorité. Giscard devrait donc avoir l'embarras du choix. Un nom semble cependant s'imposer : celui de Tomasini.

LUTTES OUVRIERES

12^e jour de grève des éboueurs parisiens

CE MATIN, COMPTE RENDU DE LA REUNION AVEC CHIRAC

12^e jour de lutte, ce matin, pour les 5 000 éboueurs parisiens. Hier, réunis en assemblée générale, à la bourse du travail, ils ont en effet décidé de nouveau et à l'unanimité, de reconduire leur mouvement.

Au sortir de la salle Croizat où avait lieu le vote, c'était la bonne humeur, la confiance tout à fait justifiée d'ailleurs par certains côtés : par exemple, la tentative de Chirac de briser le mouvement en faisant collecter les ordures par la troupe, est loin d'avoir été un succès jusqu'ici : ce week-end, les soldats étant en permission, les poubelles ont recommencé à s'accumuler le long des trottoirs. En fait, elles n'ont jamais été totalement évacuées, les soldats du contingent ralentissant au maximum et autant que faire se peut, le travail.

Hier, en fin d'après-midi, le syndicat CGT des éboueurs rencontraient Chirac pour «négocier». C'est ce matin, à 10 heures, que le compte-rendu de la rencontre sera fait. Qu'en ressortira-t-il ? La victoire totale sur les revendications ?

La grogne de la hiérarchie militaire qui voit dans l'opé-

ration qu'elle effectue, un obstacle au rapprochement «nation-armée» mais surtout la grogne des soldats qui commence à se concrétiser à large échelle en refus de faire plus longtemps le travail (refusant le rôle de briseur de grève. Voir témoignages ci-dessous) entraîne pour Chirac une situation de plus en plus difficile.

C'est un facteur qui peut amener à céder.

Mais reste, et ce n'est pas

le moins important, sa volonté d'appliquer le plan d'austérité. Faire échec aux éboueurs serait d'autant plus payant pour lui qu'il s'agit de la première grève à laquelle il est réellement confronté depuis son accession à l'Hôtel de Ville.

Faire un exemple ne serait pas pour lui déplaire.

Dans ces conditions, il n'est pas possible indéfiniment de tenir si les seules

initiatives qui sont proposées chaque jour se limitent à une courte assemblée générale autour de laquelle on ne propose que... d'attendre celle du lendemain. La manifestation massive organisée la semaine dernière par le syndicat des éboueurs à l'Hôtel de Ville a été une initiative très positive, popularisant largement la grève. Il s'agit de continuer dans cette voie offensive !

R.F.

Témoignage d'un soldat

UNE RÉSISTANCE COMMENCE A SE MANIFESTER

Les soldats qui ramassent les poubelles en ce moment à Paris, on les a fait venir des casernes de la région parisienne, et d'Allemagne : régiments du train, régiments d'infanterie motorisés. Au départ, nous dit l'un d'entre eux, on les a pris par surprise : rassemblement par la sonnerie d'alarme dans la cour, annonce qu'ils portaient pour Paris faire ce travail.

D'emblée, la chose ne passe pas si facilement : «On nous dit : vous défendez la patrie ; et puis...»

Et puis, le premier jour, ça a été les CRS qui suivaient tout le temps le camion-benne, prêts à on ne sait trop quelle intervention ; depuis, ils se sont faits plus discrets : leur présence déplaisait trop aux soldats. Maintenant, les gradés sont reliés à eux par radio et ils sont plus éloignés.

Cependant, les régiments venus à Paris subissent avec de plus en plus d'impatience, au fil des jours, les conditions qu'ils doivent subir. Être logés dans un hangar de Boulo-

gne Billancourt, avec un lavabo pour soixante, en travaillant aux poubelles de deux heures du matin à midi, ce n'est pas bien supporté.

Alors, malgré le petit nombre de contacts avec les éboueurs (un tract distribué par-ci, par-là, et il n'y avait pas de piquet lorsque les soldats sont arrivés au dépôt des bennes, le premier jour) malgré le manque d'organisation, une résistance commence à se manifester.

Lip

LA FGM FIXE LES ÉCHÉANCES : ATTENDRE 78

Ce sont plusieurs milliers de travailleurs qui se sont rassemblés samedi à Lip. Des délégations de Lorraine, de Montbéliard, de Dôle, ... étaient venues fêter le 1^{er} mai, organisé par la FGM-CFDT.

Que retenir d'une telle journée ?

Dans une ambiance agréable, les travailleurs ont pu mener un certain nombre de discussions, mais d'une manière générale sont repartis quelque peu déçus, sans les perspectives concrètes qu'ils escomptaient peut être définir dans cette journée. Il est vrai que la mobilisation opérée par les «Lip», pour cette journée n'a pas rendu les résultats escomptés. Mais pouvait-il en être autrement, à partir du moment où aucun objectif n'était fixé. Des objectifs qui puissent correspondre aux aspirations des travailleurs à imposer la voie de la lutte d'ensemble contre le plan Barre.

Bien au contraire, la présence des dirigeants de la FGM et de Chérèque a bien confirmé leur volonté politique : ne rien faire qui puisse compromettre les chances de la gauche en 78 ! D'ailleurs aux questions posées par des «Lip» le matin, en AG, sur les propositions concrètes immédiates, sur la coordination des luttes, Chérèque a été on ne peut plus clair : «Comme propositions concrètes, la prochaine journée d'action du 17 mai avec des débrayages de 4 h, constituera une réponse cinglante au plan Barre et pourrait imposer des négociations». Encore une de plus ! «Bien que nous

ayons toujours soutenu les «Lip» par rapport aux attaques d'où qu'elles viennent, il est vrai que nous avons été en désaccord avec la coordination des luttes puisque celle-ci constituait une mauvaise réponse comme outil technique aux problèmes posés, et qu'en plus elle avait un caractère hors-syndical, et que les problèmes qu'elle posait devaient trouver une place dans la structure. C'est d'ailleurs ce qu'a fait la CFDT» (!). Une manière de dire : «Nous ne voulons pas d'une coordination qui risquerait de développer un large mouvement d'ensemble contre le plan Barre !

Les «Lip» ont apprécié ! Comme d'ailleurs un «Lip» a fait remarqué à Chérèque, qu'en fait «la base n'avait jamais son mot à dire, et que la direction ne voulait pas se faire déborder». A un «Lip» qui relevait que bien souvent les informations ne parvenaient pas à la base, Chérèque ajoutait : «d'ailleurs, il faut renforcer la démocratie, et il serait souhaitable que des liens plus étroits soient tissés avec vous, et que nous discussions ensemble des actions que vous décidez, avant de les mettre en œuvre, car il est vrai que nous n'avons pas toujours été d'accord avec ce que vous avez fait».

Renforcer la mainmise de la FGM sur Lip, voilà certainement un des nombreux objectifs que Chérèque s'était fixés en venant à Palente. Par rapport aux solutions au conflit, Chérèque propose aux «Lip» comme aux autres travailleurs, confrontés aux licenciements, de mettre en place des organisations de collaboration de classe : «créer des organismes qui regrouperaient les syndicats, les collectivités locales, et des industriels (les petits) permettant d'impulser une dy-

namique locale, régionale pour résoudre les problèmes de l'industrialisation et de l'emploi dans la région» : C'est la préparation de l'après 78.

Au meeting de l'après midi, si toutes les interventions rappelaient la nécessité de la lutte unie des travailleurs, aucune perspective concrète n'était avancée sauf le 17 mai et il apparaissait très clairement que cette lutte unie de tous les travailleurs tant proclamée par la FGM, ne devait pas servir à mettre en échec le plan Barre et à avancer vers un changement radical de société mais «à remettre en cause le mécanisme du capitalisme et également en prévision des futurs échéances électorales pour avancer dans la mise en place d'un socialisme auto-gestionnaire qui est le reflet des luttes aujourd'hui !». La déception de nombreux travailleurs à la fin de cette journée a en tout cas montré très clairement leur non-adhésion aux perspectives attentistes, ce qui d'ailleurs peut d'une certaine manière, expliquer la mobilisation relativement faible des travailleurs à cette journée.

Correspondant Besançon

Alessandro (Nice)

LES GRÉVISTES EXPULSÉS PAR LES FLICS

Hier matin, les flics sont venus expulser les grévistes en grève de chez Alessandro qui occupaient l'usine.

LES FORCES DE L'ORDRE
AUX PNEUX
ALESSANDRO

Dans cette petite boîte de Nice, une centaine de travailleurs fabriquent des boyaux pour les vélos de course dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables, et pour des salaires de misère. C'est pour obtenir de meilleures conditions de travail et un salaire décent que les travailleurs sont en grève.

Le 1^{er} mai, ils avaient organisé une petite fête à l'usine à laquelle ont participé entre 300 et 350 personnes.

Mais hier matin, vers 5 h 30, les sinistres uniformes venaient mettre fin à l'occupation. Aussitôt, la jeune section CGT rédigeait un tract dont nous publions un extrait :

... Un vol inqualifiable, bafouant toutes les libertés les plus élémentaires du droit du travail, portant atteinte à la dignité des travailleurs s'est produit. A 5 h 30 du matin, 3 estafettes et une 204 sont venues par surprise faire évacuer l'usine, comme on surprend un criminel, dans son sommeil. Il est impossible qu'un tel fait soit passé sous silence. Aussi nous appelons tous les ouvriers et ouvrières à venir en masse afin d'apporter leur soutien devant l'usine aux ouvriers d'Alessandro qui luttent contre une direction qui ne recule devant aucun procédé. Nos revendications sont :

- augmentation des salaires
- prime de panier
- conditions d'hygiène et de sécurité...

Hôpital de Caen

Le mouvement continue

Une majorité d'hospitaliers ralliés à la grève

La lutte des travailleurs de l'hôpital de Caen continue. Mieux, les jours passant, elle se renforce : la volonté de faire reculer la direction sur les revendications déposées (principalement l'augmentation des effectifs et donc une diminution de la charge individuelle de travail) s'est particulièrement exprimée lors de la journée d'action de la fonction publique, le 28 avril : 300 hospitaliers ont participé ce jour-là à la manifestation.

Le jour même, l'après-midi, ils tenaient leur assemblée générale au cours de laquelle ils décidaient de la poursuite du mouvement.

Ils demandaient une entrevue au directeur, exigeaient que celui-ci s'explique devant l'ensemble des grévistes et non pas devant une simple délégation, cela étant encore le meilleur moyen pour que tous les travailleurs en grève appréhendent la tactique de la direction. Celle-ci refusait toute discussion. Ses bureaux étaient alors occupés mais rien n'y fit. Cette intransigeance qui ne se dément pas n'est pas pour l'instant de nature à décourager les grévistes, au contraire : les débrayages de 50 minutes quotidiennement continuent. (Cette tactique de lutte a été adoptée pour l'instant «afin de ne pas perdre d'argent») La direction de l'hôpital n'a accepté de sortir de son silence que pour dire qu'il «était impossible d'augmenter les effectifs, vu qu'il n'y avait pas de crédit». Elle aurait même ajouté que cela était «une question de gouvernement» !!! Ce monsieur serait-il un directeur de gauche ?

Voilà qui n'a guère été apprécié «Nous n'atten-

drons pas 78 pour avoir une réponse sur les effectifs» affirment justement les hospitaliers en lutte.

Un aspect important de cette grève réside aussi dans l'avancée qu'elle représente par rapport aux précédents mouvements : auparavant, il avait été toujours difficile de rallier la majorité à la lutte ; parmi ceux qui n'y participaient pas figuraient notamment les aides soignantes. La raison ? La répression, non négligeable subie de la part des surveillantes. Cet obstacle a désormais été surmonté.

Aujourd'hui, et ce n'est pas là un des moindres acquis de cette grève, une unité importante existe entre les ouvriers de l'hôpital et les aides soignantes. Rien n'est encore gagné bien sûr : des interrogations se font jour depuis quelques temps notamment sur la question de savoir comment confronter encore mieux le rapport de force, vu que malgré un certain nombre de choses positives, la direction n'a toujours pas changé de position. Il appartient aux travailleurs d'en discuter rapidement et largement.

Corr. Hôpital Caen

INTERNATIONAL

A propos de la grève fasciste en Irlande du Nord

INTERVIEW DE MYRIAM DALY

Militante républicaine de Belfast

Trois ans jour pour jour après leur première grève générale imposée par les armes et les menaces, les fascistes loyalistes regroupés au sein du United Unionist Action Group, appelaient à cesser le travail, lundi à minuit en Ulster. Cette grève fasciste condamnée par tous les syndicats et certains partis unionistes est le reflet de contradictions qui opposent le gouvernement britannique aux fascistes loyalistes qu'il a créés et armés.

—Le Quotidien du Peuple : Quelles sont les raisons qui amènent les fascistes loyalistes à déclencher une grève générale à ce jour ?

—Myriam Daly : Ces gens sont mécontents de la politique du gouvernement britannique en matière de sécurité. Ils considèrent que l'IRA Provisoire est trop active et demandent son écrasement immédiat, le rétablissement de la peine de mort, l'envoi supplémentaire de SAS (unité d'élite anti-guérilla qui tire à vue sur les partisans), la constitution d'une milice protestante qui, pensent-ils, «nettoierait» rapidement le pays. Ils demandent également l'application immédiate du report de majorité qui a été proclamé par la convention fin 75; cet appel pour le rétablissement du Stormont, parlement du nord, avec pour conséquence la domination de la

majorité protestante, permettrait à ceux-ci de contrôler les six comtés totalement sans la moindre représentation des catholiques, nationalistes ou «modérés».

—QdP : Peut-il y avoir un affrontement entre les troupes de choc du fasciste pasteur Paisley et les terroristes britanniques, quelles sont les chances de réussite de cette grève ?

—M.D. : Des troupes, cinq cents hommes, sont en état d'alerte en Angleterre, prêts à prêter main forte aux quatorze mille brits déjà présents, de plus l'état d'urgence peut être proclamé pour l'Ulster. L'avenir de cette grève va dépendre de l'attitude du gouvernement britannique et tout va se jouer le premier ou le deuxième jour. Si les brits interviennent, il y a des chances

que les fascistes loyalistes se servent de leurs armes, ils l'ont dit. Mais les brits ne peuvent prendre les mesures extrêmes demandées par les loyalistes car eux, et les capitalistes irlandais ont trop peur des réactions que la population catholique ne manquerait pas d'avoir. Mais ils ne peuvent pas non plus se mettre à dos la population loyaliste qui est leur principal soutien, et puis il faut également tenir compte de l'opinion internationale ! ... Situation donc délicate pour l'impérialisme britannique.

—QdP : Quelle est l'attitude des catholiques par rapport à cette grève fasciste ?

—M.D. : Tout d'abord, nous irons travailler, par principe. Dans les quartiers, les gens sont prêts et ont fait des provisions de nourriture et besoins nécessaires, ils vont chercher à éviter l'affrontement direct. Les Républicains vont assurer la protection des quartiers contre les incursions fascistes, ils vont s'occuper du ravitaillement en médicaments, eau, etc.

ÉGYPTE :

Le président Sadate a annoncé qu'il avait décidé d'apporter une aide militaire au Zaïre. Cette aide consisterait en une prise en charge du fonctionnement de l'armée de l'air. Sadate a déclaré «Nous considérons que l'invasion du Zaïre à partir de l'Angola soutenu par l'Union Soviétique constitue une menace directe pour le Soudan, avec qui l'Égypte a des frontières communes et des liens historiques très étroits».

ETHIOPIE :

Alors que la dictature militaire du DERG tente d'armer et d'embrigader les masses paysannes pour une nouvelle «marche rouge» contre les patriotes d'Érythrée, on vient d'annoncer que le chef du DERG Mengistu se rendrait en visite officielle à Moscou la semaine prochaine. La dictature du DERG a rompu avec les États-Unis en expulsant les conseillers américains, alors qu'auparavant elle était armée par l'impérialisme US. Mengistu devrait demander à Brejnev une accélération des livraisons d'armes soviétiques qui viennent de commencer

Pour s'approprier les îles Kouriles (japonaises)

L'URSS DÉNONCE LE TRAITÉ DE PÊCHE CONCLU EN 1956

Après la rupture des négociations avec le Japon sur les zones de pêche, l'URSS vient de surcroît, de dénoncer l'ancien traité, datant de 1956.

Depuis que l'Union Soviétique a décidé d'étendre à 200 milles marins ses eaux de pêche, les pêcheurs japonais dénoncent cette manœuvre tentée pour s'approprier les «territoires du Nord», les îles Kouriles, îles japonaises occupées par l'Union Soviétique en 45, mais dont le statut n'a jamais été officiellement réglé.

L'Union Soviétique prétend en effet englober dans sa nouvelle zone ces îles, peuplées autrefois par des pêcheurs japonais aujourd'hui réfugiés dans le port de Nemuro, au Nord d'Hokkaido. Depuis la fin de la guerre, l'URSS a colonisé ces îles et y a en particulier modernisé une ancienne base navale japonaise où

reîachent ses sous-marins nucléaires.

En outre, les chalutiers soviétiques, non contents de s'être annexé les Kouriles, violent quotidiennement les zones de pêche japonaises, et font des ravages contre les petits bateaux des pêcheurs japonais (destructions de filets, etc). Avec leur énorme tonnage, ils épuisent les fonds marins.

Les pêcheurs japonais chassés des îles Kouriles, les pêcheurs soumis à l'agression quotidienne des chalutiers soviétiques, se sont regroupés pour exiger «le retour des territoires du Nord» et protester contre le pillage de leurs ressources. En 76, ils ont tenté de contre-attaquer et se sont aventurés non loin des côtes de l'URSS : 145 d'entre eux ont été arrêtés par les Soviétiques, 13 sont encore détenus dans des camps de travail.

LE ZAIRE AU CŒUR DES

TENTATIVES DE DÉVELOPPEMENT ET NOUVELLES FORMES DE DÉPENDANCE

L'impérialisme français a monté l'opération Transail pour défendre les intérêts qu'il plante systématiquement au Zaïre depuis 1969. La voie de développement mise en œuvre dans ce pays a permis cette implantation. En même temps elle aggrave les oppositions entre les capitalistes privés ou d'État et les masses, ouvriers et paysans dont les conditions se dégradent.

Malgré ses immenses richesses, le Zaïre est un des pays du monde dont le revenu par habitant est un des plus bas et le volume des dettes est le plus élevé. Depuis 1975, le Zaïre ne remboursait plus ses dettes. D'une certaine manière cela représente l'échec des initiatives de Mobutu et trace les limites de la capacité de son régime à assurer l'indépendance du pays.



Les États membres de l'OICAM (1968). Seule Madagascar ne participe pas à la franco-africaine.

A la tribune de l'ONU, le 4 octobre 1973, Mobutu annonce que le Zaïre rompt tous ses liens avec Israël, qui avait jusqu'alors servi de relais à l'impérialisme US en Afrique, participé à l'encadrement de l'armée zaïroise comme dans nombreux autres pays africains, les liens d'Israël avec de nombreux pays africains divisaient, au sein de l'OUA, pays africains et arabes. En rompant le premier avec Israël, Mobutu a contribué à la collaboration entre pays africains et arabes, l'une des bases de l'unité du Tiers Monde. La même année, il reconnaît la République Populaire de Chine, et la République Démocratique et Populaire de Corée (Corée du Nord), pays dans lesquels il se rend en visite. L'année 1973 marque un tournant dans la hiérarchie zaïroise : une politique propre, en rupture avec la diplomatie néo-coloniale imposée par l'impérialisme US jusqu'alors, se met en place. Cette diplomatie est tournée vers le développement des relations avec les pays africains et se propose de participer à la lutte pour la récupération des ressources naturelles, l'un des principaux facteurs qui forgent l'unité des pays du Tiers Monde.

DE LA NATIONALISATION À LA DÉNATIONALISATION

La politique étrangère en 1973 reposant sur un contrôle de plus en plus direct par le

Zaïre des entreprises installées sur son territoire. Le 31 décembre 1966, la Compagnie Minière du Haut Katanga (production de cuivre) ayant refusé de transférer son siège de Bruxelles à Kinshasa et de devenir société de droit congolais, est nationalisée, et devient la GECAMINES : à elle seule, elle fournissait et fournit toujours 70% des exportations du Congo. C'est le début de la mise en place de «l'économie mixte» par laquelle l'État zaïrois s'attribue progressivement des parts majoritaires dans 80% des entreprises industrielles et des mines.

ZAIRIANISATION

Cette politique débouche le 30 novembre 1973 sur les mesures de «zaïrianisation», tout le commerce doit passer entre les mains des Zaïrois, les exploitations agricoles reviennent aux Zaïrois.

En principe, le Zaïre a pris largement en mains les secteurs économiques essentiels. Pourtant en 1974, Mobutu déclare : «Je n'ai pas éliminé les 300 familles belges qui contrôlaient pratiquement l'économie du Zaïre pour les remplacer par 300 familles zaïroises».

Le 30 décembre 1974, les mesures de zaïrianisation sont étendues à l'ensemble du secteur industriel. D'autre part, les grosses unités de production et de distribution sont prises en mains par l'État. Ce sont les mesures de «radicalisation».

Cette orientation connaîtra un coup d'arrêt brutal, le 17 septembre 1976 ; pour faire face aux difficultés économiques, le Zaïre décide de «déradicaliser» l'économie, c'est-à-dire de remettre 60% des biens à leurs anciens propriétaires, les 40% restant revenant obligatoirement soit à des capitalistes zaïrois, soit à l'État.

DETTES, CONTRÔLE DE LA PRODUCTION, LES LEVIERS DE L'IMPÉRIALISME

Tandis que le Zaïre mettait en place des mesures de prise de contrôle sur son économie, les dettes du pays s'accumulaient. Dans onze pays occidentaux, à la tête desquels se trouvent les USA, des crédits et des prêts s'accumulent, portant à plus de 2 milliards de dollars, peut-être jusqu'à 4 milliards, soit quatre années d'exportation, le montant des dettes du Zaïre. En 1975, le Zaïre ne peut plus assurer les remboursements. En 1976, le Zaïre reçoit un prêt de la Banque Mondiale pour acheter des denrées alimentaires qui commencent à manquer. En 1976, le

RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

Par Grégoire CARRAT

Zaire annonce le rattachement de sa monnaie aux droits de tirage spéciaux du FMI. Le «sauvetage» du Zaire s'accompagne d'un contrôle plus étroit de la Banque Mondiale sur le budget zairois, et d'une dévaluation de 42% de la monnaie nationale.

La «montagne de dettes» du Zaire s'est formée pour financer les projets d'équipement, tels que le barrage d'Inga ou la création d'un port à Banana. En 1974, avant la baisse du cuivre, il fallait que le Zaire exporte presque deux fois plus de produits pour emporter la même quantité de matériel d'occident ! Ainsi les dettes combinées à la dégradation des termes de l'échange ont donné aux pays impérialistes les moyens de remettre en cause le processus de prise de contrôle de son économie par le Zaire.

DES CHOIX DE DÉVELOPPEMENT QUI FAVORISENT LE MAINTIEN DU CONTRÔLE IMPÉRIALISTE

Mais, loin de se limiter au seul aspect financier, les moyens de l'impérialisme sont nombreux dans l'économie zairoise. La tentative de «zaïrianisation» ne pouvait avoir qu'un effet limité sur l'indépendance du pays : depuis plus de dix ans, les colons propriétaires n'investissent plus, certains même n'assuraient plus l'entretien d'ensemble du matériel d'exploitation !

D'autre part, le contrôle de l'économie reste largement entre des mains impérialistes : les projets de commercialisation du cuivre par le Zaire n'ont pas vu le jour. Par contre, la Société Générale Minière, l'ancien propriétaire de l'Union Minière, conserve le monopole de la commercialisation du cuivre et du cobalt zairois.

Enfin, les nouveaux projets en cours de réalisation dépendent, dans leur conception, comme dans leur mise en œuvre des sociétés étrangères, le Zaire se bornant à avoir une participation souvent majoritaire dans le capital des sociétés constituées. Ainsi, la réalisation du barrage d'Inga dépend de la RFA, la mise en exploitation du réseau électrique EDF, la mise en exploitation du gisement de Tenke Fungurune du Japon, etc.

LES «300 FAMILLES» DU ZAIRE ET LE PEUPLE

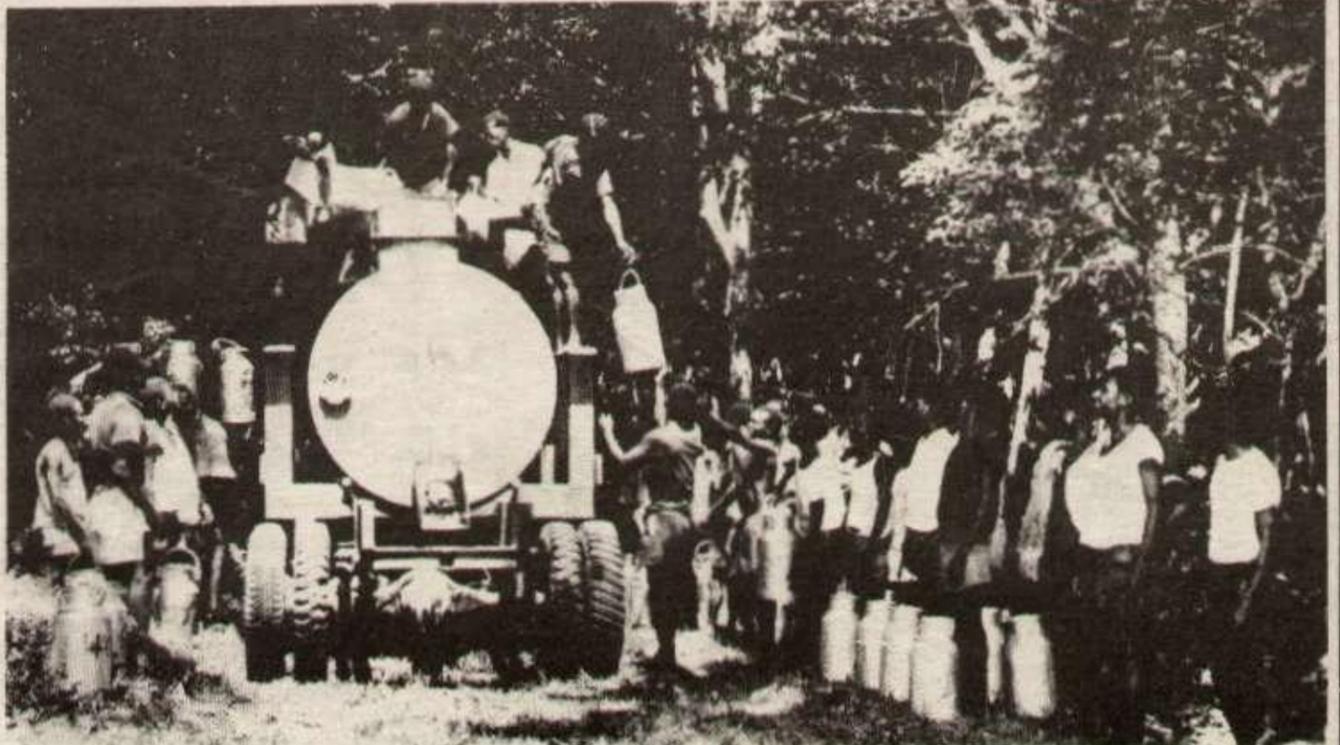
La conception d'énormes projets d'équipement reposant sur les dollars du cuivre et les sociétés étrangères, a donné l'image

INDÉPENDANCE ET ÉQUIPEMENT

L'EXEMPLE DE L'USINE SIDÉRURGIQUE DE MALUKU

L'usine sidérurgique de Maluku a été inaugurée en novembre 1974. La société d'État SIDERNA créée en 1972 en est entièrement propriétaire. Elle produit des ronds à béton et des laminés plats. C'est la première industrie de base du Zaire.

Cette usine a créé une dette de 240 millions de dollars pour l'État. De plus, l'Italie, principal maître d'œuvre, a imposé en échange de sa technologie, que le Zaire leur achète de la ferraille pour alimenter l'usine en matière première. Ainsi, le Zaire doit importer — et payer en devises fortes — alors qu'il dispose de gisements de minerai de fer à 70% de teneur ! En 1975 quand les caisses du Zaire étaient vides, l'Italie se faisait payer sa ferraille en lingots de cuivre, sous menace de fermer l'usine sidérurgique.



La récolte du latex, pour l'exploitation. Les seules exploitations agricoles qui aient progressé depuis 1970.

factice d'un Zaire riche, «la plus forte concentration de Mercedes au kilomètre carré», assurait Mobutu. Mais il s'agissait seulement de Kinshasa, la capitale, agglomération de 1 500 000 habitants... avec d'immenses bidonvilles. Dès 1974, le Zaire doit importer 21% de ses denrées alimentaires, notamment des céréales et de la viande. L'indépendance alimentaire du pays est de moins en moins assurée.

En même temps, les prix alimentaires montent en flèche. De 1975 à 1977, le sac de manioc, nourriture de base en Afrique, est passé de 8 zaires à 20 zaires sur le marché de Kinshasa. Mais il n'est passé que de 3 à 4 zaires pour le paysan : producteur : l'inflation dénoncée de plus en plus vigoureusement au Zaire, profite à des couches de distributeurs privés installés dans l'appareil d'État. Ce contrôle leur permet également d'édifier des fortunes sur la base de la corruption, baptisée «fléau national» par Mobutu lui-même et qui est l'un des moyens pour les couches dirigeantes de la bourgeoisie zairoise de s'emparer des richesses.

En 1976, dans son rapport, l'Union Nationale des Travailleurs du Zaire elle-même, syndicat unique, affirme : «Le travailleur vit la situation la plus pénible de son histoire depuis l'accession du pays à l'indépendance». En 1976 également plusieurs grèves éclatent dans des secteurs vitaux : au Shaba, dans les mines de la puissante GECAMINES, dans le port de Matadi, le principal port du Zaire, à Kinshasa. Grèves sauvages, elles sont brutalement réprimées mais elles n'en retentissent pas moins jusqu'au sein de l'appareil d'État, comme le montre le rapport du syndicat unique qui décide en même temps de se retirer de la commission de contrôle des prix.

C'est dans cette situation, de faillite financière, de mise en cause des choix de développement et d'intensification de la lutte des classes que se produit l'affaire du 8 mars 1977 : le Zaire déjà impliqué dans la guerre d'Angola en 1975-76, subit dans la province la plus riche une intervention armée organisée avec des réfugiés zairois en Angola.

Les forces armées prétendent représenter le mécontentement grandissant des masses populaires contre le régime Mobutu. Et Moscou appuiera totalement cette thèse, comme s'il s'agissait là d'un authentique mouvement de libération nationale.

C'est évidemment passer très rapidement sur l'analyse de l'origine, de la nature de ces forces, de leurs buts politiques, de la façon dont elles ont opéré militairement, et de l'accueil qu'a pu leur faire la population du Shaba.

C'est ce que nous examinerons la prochaine fois.

LE RAPPORT DU SYNDICAT UNIQUE LA MISÈRE DES MASSES

Dans un rapport publié par l'Union des Travailleurs Zairois, le syndicat unique analyse la politique des salaires au Zaire. Nous présentons ici un résumé de certains points essentiels du rapport.

«Le niveau des salaires réels est extrêmement bas, que l'on prenne comme point de comparaison la situation salariale en 1960 au Zaire ou le niveau actuel de nombreux autres pays africains pourtant moins privilégiés que le Zaire en richesses naturelles. La Tanzanie dont la pauvreté en ressources naturelles est bien connue garantie pourtant à ses travailleurs manuels non qualifiés un salaire 2,5 fois plus élevé qu'au Zaire.

La multiplicité des zones et des taux de salaires. Bien que les taux et zones aient été réduits en 1967 respectivement à 7 et 25, ce nombre reste encore trop élevé. Il en résulte un écart de salaire important entre travailleurs de même catégorie. Le SML (salaire minimum légal) des manœuvres ordinaires pour Kinshasa et de la première zone du Shaba avoisine 18,00,00 zaires ; pour un travail identique, dans la troisième zone du Bandundu ou du Kivu, le manœuvre touchera 7,00,00 zaires. Les différences de prix ne peuvent justifier de tels écarts. Si l'alimentation locale est moins chère à l'intérieur, tout Zairois sait que les biens de consommation durable de même que l'alimentation qui n'est pas produite sur place, coûtent cher. Par exemple, si le wax se vendait en 1976 à 18,00,00 dans la capitale, à l'intérieur il fallait en déboursier 25.

Baisse constante du pouvoir d'achat. Entre 1973 et 1976, si le salaire nominal du manœuvre a été multiplié par 15, cette masse de billets et de pièces lui permet d'acheter (salaire réel) en 76 le quart de ce qu'il pouvait se procurer en 1960.

«Depuis 60, les salaires ont dû être augmentés non pas tellement en fonction des besoins des travailleurs mais surtout en fonction de la pression des partenaires sociaux et des impératifs politiques du moment».

Salaires et coûts de production. La masse des salaires des travailleurs zairois ne représente que 7% des coûts de production. Et «contrairement à ce que d'aucuns pensent, une augmentation substantielle des salaires entraînerait un accroissement infime des coûts de production». Si l'on augmente les salaires de 100%, les coûts de production n'augmenteraient eux que de 7%.

Les cadres expatriés non africains qui représentent 2,6% de la population active récoltent 48,2% des salaires distribués. Les 94,5% des travailleurs zairois en récoltent 49,3%. (1)

Les salaires dans l'administration publique. La tension salariale s'est encore accrue. De l'huissier au directeur général en 74, la tension allait de 1 à 8 ; en 76, elle est de 1 à 34. De plus, les barèmes du MPR et de l'administration sont différents. «Le maintien de deux barèmes distincts provoque un sentiment de frustration chez les fonctionnaires traditionnels dont les salaires sont bas et un complexe de supériorité chez les fonctionnaires chargés des activités du Parti».

En ce qui concerne les prix, il existe une «commission des prix» dont l'UNITZA, qui en faisait partie, a décidé de se retirer vu sa sous-représentation et la fixation des prix par le Département de l'Économie Nationale à un niveau trop élevé. La cause de la hausse des prix est attribuée à l'organisation du commerce, avec de nombreux intermédiaires, à la baisse de la production interne, à l'accroissement des impôts et à la dévaluation de la monnaie.

«Depuis avril 76, les prix sur le marché ne sont plus relevés par les enquêteurs et l'indice n'est plus calculé en raison du manque de moyens financiers.»

(1) Nous aimerions avoir les statistiques concernant ces 49,3% de salaires distribués aux Zairois. Quelle est la part qui va aux travailleurs productifs, quelle est la part qui revient aux hauts cadres administratifs et militaires ?

INTERNATIONAL

Chine

1^{er} MAI A PEKIN

A Pékin, des dizaines de milliers de travailleurs ont célébré la fête du 1^{er} mai en participant aux réjouissances et aux spectacles organisés sur les places et dans les nombreux parcs de la capitale. De nombreuses banderoles donnaient tout son sens à la fête «Vive la victoire de la ligne révolutionnaire du Président Mao», «Que l'agriculture prenne modèle sur Tatchai et l'industrie sur Tating», «Faisons décoller l'économie nationale», «Libérons Taiwan». Pièces, chants et danses étaient donnés aussi bien par des professionnels que par des troupes d'amateurs ou d'enfants. De nombreux visiteurs étrangers, ainsi que des Chinois de la province de Taiwan et des Chinois expatriés étaient présents.

Le président Houa Kouo-feng, accompagné du vice-président Ye Kien-ying est venu participer aux festivités dans le parc Sun Yat-sen dimanche à 15 heures.

UN IMPORTANT ARTICLE
DU PRÉSIDENT
HOUA KOUO FENG

«Poursuivons jusqu'au bout la révolution
sous la dictature du prolétariat»

Le 30 avril, à la veille de la fête des travailleurs, la presse chinoise a publié un important article du président Houa Kouo Feng intitulé : «Poursuivons jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat, de l'étude du tome V des œuvres choisies de Mao Tse Toung».

Dans cet article, Houa Kouo Feng met en valeur et analyse les apports essentiels de la pensée Mao Tse Toung au marxisme-léninisme de 1949 à 1957. C'est d'abord, après la victoire de la révolution démocratique, la thèse selon laquelle la transition de la révolution démocratique à la révolution socialiste peut et doit être immédiatement entamée.

Houa Kouo Feng montre comment, à partir de cette orientation essentielle, le peuple chinois a, sous la direction du Président Mao et du Parti communiste chinois, construit une industrie et un commerce socialiste et a engagé la transformation socialiste de l'agriculture. Ces tâches, réalisées pour l'essentiel en 1956, ont constitué dès lors une base solide à la dictature du prolétariat, à l'alliance des ouvriers et des paysans.

En 1956, cette transformation socialiste étant acquise pour l'essentiel, Houa Kouo Feng souligne que Mao Tse Toung a apporté une réponse décisive à la question : la lutte de classe devait-elle se poursuivre dans la société socialiste ? Tirant les leçons de l'expérience de dictature du prolétariat dans les autres pays et en Chine, Mao Tse Toung a avancé la

théorie de la continuation de la révolution et de la poursuite de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat et a analysé les différents types de contradictions propres à la société socialiste.

Houa Kouo Feng souligne que cette théorie a tracé la ligne fondamentale pour l'édification du socialisme et le renforcement de la dictature du prolétariat, qu'elle a servi de base en particulier au

déclenchement de la révolution culturelle, qui l'a enrichie et développée dans les luttes successives contre Liou Chao Chi et Lin Piao.

L'important article de Houa Kouo Feng constitue une arme de combat dans la grande lutte politique en cours pour critiquer et éliminer les conceptions des quatre, et appliquer intégralement et correctement la ligne révolutionnaire du président Mao.

Le 1^{er} mai en EspagneNAISSANCE
DU SYNDICALISME UNITAIRE

Le 1^{er} mai a eu lieu le Congrès Constitutif du Syndicat Unitaire de tous les travailleurs. En septembre 76, le courant majoritaire des Commissions Ouvrières contrôlé par les révisionnistes, a décidé de transformer en une confédération de plus, à côté de l'UGT, du parti socialiste et de l'USO (sorte de CFDT autogestionnaire). Cette décision était contraire aux principes des Commissions Ouvrières de «développer l'organisation et la lutte de tous les travailleurs», qui venaient d'être réaffirmés par Camacho. Cette décision était lourde de conséquences, car elle entraînait une division de la classe ouvrière pour les combats futurs, alors que les aspirations à l'unité étaient très fortes dans les masses et que les Commissions avaient un prestige

intact de plus de 15 ans de luttes. Les conditions pour la formation d'un syndicat unique de tous les travailleurs étaient d'autant meilleures qu'à la mort de Franco, les autres centrales étaient faibles (USO) ou quasiment inexistantes (UGT et CNT). Cette décision de scission des commissions ouvrières a été prise par le PCE au terme d'un marchandage politique avec le PSOE pour qui la division syndicale était la condition d'un pacte politique, analogue au compris historique italien. Dès lors les commissions deviennent une confédération sous la coupe du PCE révisionniste.

UN SYNDICALISME
DE CLASSE POUR TOUS
LES TRAVAILLEURS

En novembre 76, le cou-

rant minoritaire des Commissions Ouvrières décide de refuser la division et entament un processus de construction d'un syndicat unique, à la base, à partir d'une très large démocratie dans les assemblées d'usine. Il s'agit d'un syndicalisme de classe qui refuse le «pacte social» avec Suarez et les déclarations du PCE comme celle-ci : «Devant la crise, les travailleurs auront occupé la place qui leur revient».

Il est peut-être encore possible de faire échec à la division car jusqu'à une date récente, elle n'était pas consolidée dans les lieux de travail et il y a en Espagne environ 90% de non syndiqués. C'est la tâche que se donne le syndicat unitaire constitué en congrès.

1^{er} mai en ItalieLES TRAVAILLEURS
IMPOSENT
DES MANIFESTATIONS

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé à Rome le 1^{er} mai dans le cortège syndical. La veille, le ministre de l'Intérieur, Cossiga, avait levé, pour cette journée seulement, l'interdiction de manifester dans la capitale de nouveau en vigueur lundi, et qui doit se prolonger jusqu'au 31 mai. Cette levée provisoire de l'interdiction est intervenue après une intense campagne de propagande menée par les organisations révolutionnaires, campagne de presse, de tracts, d'affiches et aussi de petites manifestations surprises organisées dans les quartiers, à la sortie des écoles.

En raison de la situation particulièrement tendue en Italie, après les mesures répressives prises par Cossiga, beaucoup de mots d'ordre de cette manifestation revendiquaient les libertés démocratiques, en particulier le droit de s'organiser, de manifester. Beaucoup de mots d'ordre également, insistaient sur la nécessité d'une plus grande démocratie dans les syndicats et prenaient à partie les directions syndicales qui ont convoqué pour le 10 mai à Rimini une nouvelle réunion nationale des délégués de base.

Cette décision est une tentative pour reprendre en main les structures de base des syndicats, en réponse

aux nombreuses initiatives prises par l'opposition révolutionnaire, notamment la récente assemblée à Milan où plus de 350 conseils d'usines exigeaient une assemblée nationale pour débattre de la ligne du syndicat. Dans la manifestation du 1^{er} mai, ce courant s'est exprimé fortement pour exiger que les délégués à la Conférence de Rimini soient élus par les conseils d'usine et non désignés par les

directions syndicales. La manifestation s'est déroulée sans incidents, mais la présence massive de la police témoignait de la tension qui règne actuellement dans la capitale. Selon les décisions de Cossiga, aucun manifestant ne peut porter de sac sur lui, il ne peut non plus être vêtu d'un vêtement épais fermé. En marge de la manifestation syndicale dans laquelle s'étaient intégrés les révolutionnaires, d'importants groupes de jeunes, jeunes étudiants proches de l'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière). Ils ont été harcelés par la police : 131 d'entre eux ont été interpellés et emmenés pour vérification d'identité.

LE PCI
SUR LA DÉFENSIVE

Depuis les dernières mesures prises par Cossiga, le PCI en particulier sa section de construction nationale pour défendre. En dehors de la presse où il demandait au gouvernement de revenir sur l'interdiction, mais aussi d'intensifier ses recherches pour découvrir le «siège des organisations réactionnaires qui menacent l'ordre démocratique» et d'achever au plus vite l'opération de police contre l'Autonomie Ouvrière et les groupes armés pour en revenir à une «situation normale». Les élections partielles de Castellamare petite ville, mais ville ouvrière et ville du Sud où il a subi un recul de 11% des voix au bénéfice de la démocratie chrétienne ont été pour le PCI un avertissement sévère en face duquel il semble aujourd'hui un peu désorienté.

directions syndicales. La manifestation s'est déroulée sans incidents, mais la présence massive de la police témoignait de la tension qui règne actuellement dans la capitale. Selon les décisions de Cossiga, aucun manifestant ne peut porter de sac sur lui, il ne peut non plus être vêtu d'un vêtement épais fermé. En marge de la manifestation syndicale dans laquelle s'étaient intégrés les révolutionnaires, d'importants groupes de jeunes, jeunes étudiants proches de l'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière). Ils ont été harcelés par la police : 131 d'entre eux ont été interpellés et emmenés pour vérification d'identité.

FIN DE
LA COORDINATION
NATIONALE
ÉTUDIANTE

Le 1^{er} mai a aussi été marqué par la clôture de la deuxième assemblée des étudiants en lutte à Bologne. Cette assemblée se déroulait normalement depuis vendredi, en dépit de tous les efforts du PCI, maître de Bologne, pour l'empêcher de se tenir. Les débats ont enregistré un assez fort recul de l'Autonomie Ouvrière, mais aussi une grande volonté de lutte. La motion finale a décidé une journée nationale contre le chômage et la réforme Malfatti pour le 19 mai.

D'autres manifestations importantes ont eu lieu dans toutes les villes d'Italie, en particulier à Milan. Cette journée du 1^{er} mai qui a vu des cortèges très combatifs, aura marqué un moment important du débat qui se poursuit sur la lutte à mener contre les mesures de Cossiga et pour la défense des droits des travailleurs.

Mauritanie
OPÉRATION MILITAIRE
DU FRONT POLISARIO
À ZOUERATTE

2 français tués

Dimanche, une opération militaire du Front POLISARIO a eu lieu contre le centre minier de Zouerate.

Zouerate, à 400 kms au nord de la capitale Nouakchott, est proche de la frontière avec le Sahara occidental. Pour répliquer à l'annexion et à la guerre d'agression du régime de Hassan II et du régime mauritanien, le Front POLISARIO porte la guerre sur le territoire de ces pays, en visant des objectifs économiques : l'exploitation du minerai de fer de Zouerate est vitale pour la Mauritanie.

Au cours de l'attaque, deux Français ont été tués, d'autres ont disparu. A plusieurs reprises, et encore dans sa conférence de presse à Paris la semaine dernière, le Front POLISARIO avait solennellement déclaré que, vu l'état de

guerre sur le territoire de la R.A.S.D., du Maroc et de la Mauritanie, il ne pouvait absolument pas garantir la sécurité des personnes qui y circulent ou collaborent avec les gouvernements agresseurs. De plus, le Front POLISARIO avait dénoncé la présence de personnel militaire et civil français en Mauritanie, notamment à Attar et Zouerate. Si la presse bourgeoise s'étonne de cette opération militaire, c'est qu'elle a jusqu'ici constamment minimisé l'importance de la lutte du peuple sahraoui. Elle fait des gros titres sur la disparition de deux Français mais ne s'est pas émue du massacre de population civile sahraouie et feint d'ignorer le rôle de l'impérialisme français dans cette guerre, rôle mis en évidence par sa présence au Maroc et en Mauritanie.

5000 PERSONNES A LA FETE DE REBELLES

Ils étaient sur les 2 jours plus de cinq mille, venus principalement de la région parisienne, le samedi 30 avril et le dimanche 1^{er} mai à la fête de Rebelles. Des lycéens et des collégiens, qui profitèrent du forum «école» pour s'interroger sur l'absence de mouvement d'ampleur cette année, mais aussi de nombreux jeunes travailleurs, postiers, chômeurs qui échappaient pour ce week-end à leurs cités dortoirs, comme en témoignait la forêt de mobylettes à l'entrée.

Il est vrai que le programme était riche et

l'initiative unique : puisque plusieurs milliers de jeunes purent se rencontrer, échanger leurs expériences de luttes, témoigner de leurs conditions de vie et de travail, et pour beaucoup, par delà les ghettos apprendre à se connaître. Ils reconnaissaient en la fête de Rebelles, leur fête, la fête de la jeunesse en lutte.

Des groupes de jeunes étaient venus là avec leurs stands où le débat était permanent. Ils s'ajoutaient à ceux des peuples du monde entier, où la solidarité anti-impérialiste put largement s'exprimer durant ces deux jours.

En effet, pour la première fois, depuis le 6 octobre, date du coup d'État fasciste à Bangkok des patriotes thaïlandais témoignèrent de la résistance héroïque de leur peuple. La présidente du comité de défense des Murray à Belfast, pris la parole aussi pour indiquer la place de la jeunesse irlandaise dans le combat contre l'occupation britannique. Un camarade de Djibouti mit en accusation le colonialisme français. Un représentant du peuple palestinien rappela les combats de la Résistance particulièrement dans les territoires occupés. Des camarades de l'Union des jeunes Maoïstes (Espagne) et du

Mouvement des Travailleurs socialistes (Italie) étaient aussi présents pour rendre compte de leur action les uns dans les comités de quartiers de Madrid, les autres dans les cercles de la jeunesse prolétarienne à Milan.

Durant les deux jours, aussi, des témoignages de jeunes alternèrent avec les chanteurs.

Ainsi, prirent la parole, un résident de FJT, une lycéenne, un jeune chômeur, plusieurs membres du comité de jeunes de Massy au nom de la jeunesse qui résiste dans les quartiers à la répression policière, et un jeune travailleur de Citroën particulièrement applaudi.

Dimanche à 18 h 30, fut prononcée l'intervention Centrale de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire. C'est une assistance attentive qui écouta les propositions de l'UCJR pour la construction du mouvement de la jeunesse, ainsi que le développement du projet socialiste des communistes révolutionnaires.

La fête de Rebelles permit à l'Union de la Jeunesse, d'apparaître comme une organisation communiste ouverte capable d'accueillir largement les jeunes dans ses rangs.



À Mulhouse

PREMIER MAI POPULAIRE AUTOUR DES SCHLUMPF

Pour la 1^{ère} fois à Mulhouse, nous avons assisté à un 1^{er} mai de lutte, à un 1^{er} mai populaire. Bien que le temps maussade et incertain ait empêché une plus forte participation des travailleurs à ce 1^{er} mai. Une manifestation regroupait 1.000 travailleurs, à dès le matin, traversé la ville en scandant les mots d'ordre tels que : «A Glück, à Malmerspach, les ouvriers n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il

faut lutter». «Plan Barre et inflation, chômage et répression, elle est pourrie la société bourgeoise», «Les patrons licencient, licencions les patrons», «Tout le pouvoir aux travailleurs» etc...

La présence des forces révolutionnaires, regroupées unitairement aux côtés des travailleurs en lutte de Schlumpf, a grandement contribué à la réussite poli-

tique de la manifestation. Celle-ci a pris fin dans l'enceinte du musée des travailleurs où les organisations syndicales prirent tour à tour la parole. Dans l'après-midi, dès 15 h une fête populaire organisée par les travailleurs de Schlumpf dans leur musée a clôturé ce 1^{er} mai de lutte exemplaire. Au cours de cette fête populaire, la présence de Christiane Auriol, chanteuse populaire, a largement con-

tribué à la réussite de la fête.

Cette journée de lutte s'est terminée à 22 heures et a permis aux travailleurs de se retrouver, de vivre une journée de lutte ensemble, de prendre conscience de leur force. Nul doute qu'il servira de tremplin aux luttes à venir en Alsace.

Correspondant Mulhouse

À Rennes

MANIFESTATION DU PCRml ET DE L'HUMANITÉ ROUGE

A 10 h 30, place de la Mairie à Rennes, notre Parti, les communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité Rouge, et les JCMLF appelaient les travailleurs à venir manifester pour ce 1^{er} mai 1977.

Une manifestation combative où les mots d'ordre : «Vive la Chine et l'Albanie socialistes», «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !», «Chômage, vie chère et répression, non au plan Barre !», «Giscard, Mitterrand, Marchais, c'est le capitalisme, une seule solution la révolution socialiste !» étaient largement repris.

Vers 12 h, la manifestation revenait à son point de départ, où se tenait d'ailleurs le rassemblement syndical et des partis de gauche, qui, eux, n'appelaient pas à une manifestation. Les travailleurs ont d'ailleurs été nombreux à remarquer l'importance du cortège des révolutionnaires. Des interventions clôturèrent cette manifestation : tout d'abord, celle des travailleurs de Mammouth et d'Omnimanu, des entreprises de Rennes, où des luttes ont été engagées récemment, puis celles de notre Parti et de l'Humanité Rouge, toutes chaleureusement applaudies. Cette manifestation, placée sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes, par sa tenue, sa combativité et sa qualité politique est donc un franc succès.

de la section du Parti. Le camarade paysan retraçant une escroquerie, dont il était personnellement victime de la part d'un marchand de bétail, a mis en lumière les méfaits du capitalisme à la campagne.

Face à cette situation, il a montré la seule voie possible, celle de la lutte dans l'unité avec les ouvriers, terminant son intervention par «Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans !» Chaleureusement applaudi par l'assistance. Le camarade d'Omnimanu, délégué syndical, exposa brièvement le déroulement de leur lutte et analysa certaines faiblesses de la grève, y montra la nécessité de ne pas rester isolés et de développer l'unité autour des luttes.

Un représentant de l'Humanité Rouge, après s'être félicité du succès de la manifestation unitaire du matin, rappela les progrès à effectuer dans l'unité des marxistes-léninistes, devenus indispensables aujourd'hui. Ensuite, ce fut un représentant du Bureau de la Section de Rennes qui montra que pour entraîner la vision large des travailleurs, ces perspectives devaient être resituées dans la perspective stratégique pour laquelle nous luttons, le socialisme.

Le soir, se tenait le meeting organisé par la section de Rennes du PCRml où avaient pris place des ouvriers d'Omnimanu et de Mammouth, un ouvrier du bâtiment, une jeune camarade ouvrière membre de l'UCJR et un petit paysan des Côtes du Nord et des représentants

L'intervention du Parti se termina par l'affirmation à la nécessité de la construction du Parti de Type Nouveau et de l'unité des marxistes-léninistes. Pour cela, le succès de la manifestation et du meeting, constitue un acquis important pour l'avenir.

Corr. Rennes

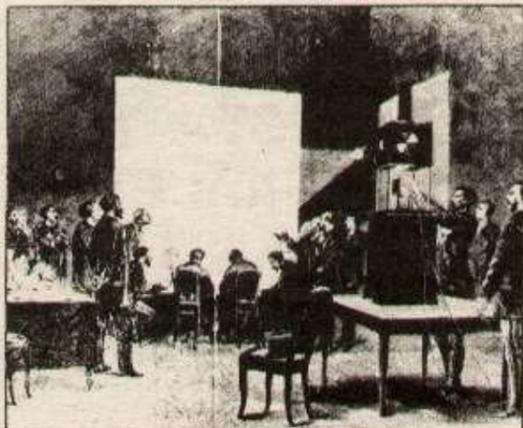
**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN**



636.73.76.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET
Mercredi 3 mai 1871



Versailles utilise tous les moyens techniques les plus modernes pour orchestrer sa propagande anti-peuple. Comme le montre la gravure ci-dessus où les nouvelles sont projetées sur écran devant le «brain-trust de la répression».

A Paris, de nouvelles tentatives sont faites pour briser l'isolement de la Commune : un appel à l'armée versaillaise, diffusé sous forme de tract : «Frères de l'armée, travailleurs d'hier, qui serez travailleurs demain, vos intérêts et les nôtres sont les mêmes...

Nous voulons la lumière partout, l'instruction répandue gratuitement à tous les degrés, dans toutes les classes de la société, de façon à ce que le pauvre ne soit pas fatalement condamné par son ignorance même à être éternellement la victime de tous les despotismes et de tous les privilèges.»

La Commune essaie toujours de rallier la province : entre autres, nous voyons Paule Mink, une militante socialiste qui avait ouvert une école gratuite à Montmartre et animé le club de St Sulpice, partir pour la province afin d'expliquer ce qui se passe vraiment à Paris et de lutter contre l'infâme propagande versaillaise. Nombreuses furent les femmes à se glisser à travers les filets de la répression mis en place par Thiers pour aller diffuser affiches et journaux hors de la capitale.



Une délégation de l'Union des Femmes remet à Frankel qui anime la Commission du Travail une pétition pour la création d'ateliers, car le chômage continue à sévir et la paie (1,50 F) d'une Garde National ne suffit pas pour faire bouillir une marmite même frugale.

Elle demande - et c'est le point idéologique le plus important - à prendre en main le projet de réorganisation du travail féminin. Les comités de quartier de «l'Union» vont pour cela recenser les chômeuses, métier par métier, ainsi que tous les ateliers abandonnés par ces «franco-fileurs» de patrons. Une commission est chargée de centraliser les informations.

Les premiers ateliers coopératifs purent ouvrir à la mi-mai. Leur structure reflétait encore certains préjugés quant au travail des femmes, puisque les tâches s'effectuaient non pas collectivement, mais à domicile, l'atelier servant de lieu de centralisation de distribution des commandes.

Cela tient également au fait qu'à Paris était surtout développé l'artisanat (souvent d'art et de luxe) et donc le travail à domicile ou dans un petit atelier. C'est en province, à Mulhouse, à Rouen, dans le Nord, que se trouvaient pour les femmes comme pour les hommes (et les enfants) les concentrations ouvrières au sein des usines textiles plus particulièrement.

VIE DU JOURNAL

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

TÉLÉPHONEZ



AU QUOTIDIEN

636.73.76.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Parmi vos lettres

Voici quelques lettres, qui, même brèves, sont pour nous un instrument essentiel : marque d'une liaison vivante entre l'équipe de rédaction du journal et vous tous, qui le lisez, elles contribuent grandement à la réflexion sur la réalisation du journal. Dans le cadre du développement du Quotidien du Peuple, devenu organe central du PCR ml, nous appelons tous les lecteurs du Quotidien du Peuple à nous écrire pour envoyer de multiples remarques et critiques.

En ce qui concerne l'aspect politique du journal, je constate qu'après un certain passage à vide cet hiver (où le manque d'intérêt venait peut-être du faible niveau des luttes), la plupart des rubriques redevennent vivantes et instructives. Celle qui a fait le plus de progrès me semble être la rubrique politique. Par contre, en dehors de certains articles - dont l'interview de Pic me semble être le prototype - la rubrique internationale demeure austère et difficile à lire. Les informations générales sont agréables et enrichissantes. J'encourage la poursuite des enquêtes comme celle sur l'énergie (attention toutefois à un certain «apolitisme») ou sur les ouvriers agricoles. (...)
M.J. Paris

Le fait de lire le Quotidien me permet d'avoir un point de vue juste sur tous les problèmes posés. (Politique-International) et d'avoir une information sur les luttes ouvrières quotidiennes. Et comme j'habite en pleine campagne, je n'ai pas la possibilité de l'acheter régulièrement, c'est la raison pour laquelle je suis abonné.

Depuis presque un an, nous recevons le Quotidien du Peuple.

Merci, au nom de toute la section.

L'information rapportée par le journal, qu'elle soit politique, sociale ou autre révèle une très bonne analyse.

Merci une fois encore.

Au nom de la section CFTD Orly CPA
BP 600
94 Orly Aérogare

(...) Je trouve que le Quotidien s'améliore toujours. J'ai trouvé excellents les articles sur Usinor, Thionville et la sidérurgie. Je pense qu'il faut continuer dans cette voie. Le Quotidien est vraiment un journal communiste, mais il faudrait peut-être qu'il fasse plus quotidien, avec des articles et des gros titres plus percutants en première page, qui permettent de montrer, rien que par les titres, le point de vue général du journal.

E.P. Bernay

B. F. Digne



FRONT ROUGE N° 15 EST PARU
Passez vos commandes à
BP 68 75019 PARIS

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

Dernier épisode

Muré à droite et à gauche par des maisons de pierre, frappant du talon l'asphalte des trottoirs, une cravate au cou, les jambes serrées par des culottes de golf, les bras pliés autour d'un cartable, Étienne se traînait vers le lycée.

D'une main, il toucha une lettre d'Emeline. Emeline mariée avec, en son honneur, un grand déjeuner chez Catillon. Terro aidait le fermier à couper du bois, là-haut, sur Arbenouse, où l'herbe leur montait jusqu'au genou.

Étienne avait le temps de penser à eux, dans les classes sombres entourées de tableaux noirs. À la maison, il échappait à son grand-père, à sa cousine, à sa mère, et montait se coucher plus tôt pour rêver au Vercors : être là-bas, sur Arbenouse ; aider Catillon et Terro !

Il les enviait. C'était sa seule bouffée d'air, de les envier. Les mauvais jours, il enviait même sa tombe à son père. Car mort, il restait libre, au pied des Trois-Pucelles, allongé dans l'herbe, au creux des rochers.



Demain notre nouveau feuilleton :

ÉLISE OU LA VRAIE VIE

LETTRE OUVERTE AU DOCTEUR HUTTER MÉDECIN-DIRECTEUR A L'HÔPITAL-PRISON DE WITTLICH (R.F.A.)

Par Gérard HOF

Médecin et écrivain, Gérard Hof, a été condamné par le Conseil de l'Ordre des médecins, à la suite de sa contestation du système psychiatrique, à l'hôpital du Vinatier, à Lyon, et la publication de son livre, «Je ne serai plus psychiatre», où il raconte cette contestation.

Arrêté en République fédérale allemande, officiellement pour utilisation d'un faux carnet d'euro-chèques, il a fait l'expérience de l'univers carcéral allemand réservé aux opposants politiques tels que les membres de la «Fraction Armée Rouge». En décembre 76, il sera transféré en France, à la prison de Sarreguemines, en vertu des accords européens de police et de lutte «anti-terroriste».

La lettre ouverte de Gérard Hof est un réquisitoire contre le système pénitentiaire allemand, sous la forme d'un témoignage vécu. Le récit hallucinant, décrivant ce que peut ressentir un prisonnier dans ce système où tout est fait pour briser sa personnalité et le pousser au suicide, est authentifié par les dépositions de l'avocat maître Schifferer et du médecin Giovanni.

Gérard Hof décrit les multiples moyens techniques mis en œuvre pour réaliser une torture psychologique raffinée : l'isolement complet, l'interdiction de tous rapports entre les prisonniers, y compris l'interdiction de regarder un autre

prisonnier lorsqu'on le croise dans le couloir de la prison, un tel regard pourrait coûter cher ! La sonorisation démentielle, avec diffusion assourdissante dans la cellule de musique, notamment de marches militaires, et dont l'intensité ne peut pas être réglée par le prisonnier ; ceci alterne avec le silence absolu, la «privation sensorielle». Gérard Hof, épiléptique, subit le chantage aux anti-épileptiques : pas de médicaments s'il n'est pas assez docile, s'il refuse de manger, essayant d'exprimer comme d'autres prisonniers, par la grève de la faim, sa résistance. Avec lui, des chômeurs incarcérés pour des petits vols, se voient exploiter durement dans les ateliers de la prison, pour le compte de petites entreprises locales.

Dans la prison, dont l'administration est, selon Gérard Hof, en relations directes, avec la CIA, le prisonnier est utilisé comme cobaye pour les «études de motivation», aussi bien aux fins de lutte contre ceux qui contestent l'Etat capitaliste, que pour parfaire les techniques publicitaires.

Le docteur Hutter, médecin-directeur à l'hôpital-prison de Wittlich (RFA) où Gérard Hof a séjourné, a une certaine «expérience», il est responsable entre autres de la mort par famine de Holger Meins, membre de la

«Fraction Armée Rouge».

Gérard Hof ne procède pas à une analyse systématique du système répressif de la bourgeoisie allemande, et des tenants et

aboutissants du système pénitentiaire allemand, des conditions politiques d'apparition de ce système. Son propos bref, est de se limiter à rendre compte de ce qu'il a vécu et ressenti.

«Le regard est interdit».

Extraits de la lettre de Gérard Hof

« (...) Le quartier général pénitentiaire avait d'ailleurs la forme d'une croix immense comme les cathédrales gothiques, avec des portes de cellules innombrables, réparties à perte de vue sur toute la longueur, des deux côtés et sur chaque étage des quatre bras de la croix. Dans la galerie centrale s'affairait une multitude de gardiens paraissant fort occupés, en uniforme et casquette brun-verts, bottés, le revolver à la ceinture, montant et descendant les escaliers (...).

En hauteur, à chaque étage, un balcon sur toute la longueur, doublé d'un garde fou, prolongé d'un filet tendu horizontalement de deux mètres de large environ, pour empêcher les détenus de se suicider en se jetant par-dessus la rambarde. Pour chaque bras de la croix, suspendue dans les hauteurs, une cage vitrée dans laquelle un gardien surveille le mouvement général, à côté d'un téléphone. Quand on croise un autre détenu, rare et famélique, le plus souvent encadré de gardes-chiourme lui-même, en général celui-ci garde le regard perdu loin devant soi. Le regard est interdit (...).

Sorti de ma solitude, transité dans cet enfer, je n'en croyais pas mes yeux. On me mit dans une cellule du troisième étage, au bord du balcon et du filet tendu. L'exiguïté de la cellule, l'incapacité de s'isoler acoustiquement du vacarme général de la vaste galerie centrale me donna immédiatement la sensation physique d'être suspendue dans le vide (...).

Programme télé

MARDI 3 MAI

TF 1

12 h 15 - Réponse à tout
12 h 30 - Midi première
13 h 00 - TF 1 Actualités
13 h 45 - Restez donc avec nous
18 h 00 - À la bonne heure
18 h 35 - Gulp
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef
19 h 15 - Pétrus, Pétrô, Pétrôle
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte !
20 h 00 - TF 1 Actualités
20 h 30 - Histoire de l'aviation
21 h 30 - Bruits en fête et sons de plaisir
22 h 00 - Basket-ball
23 h 00 - TF 1 Actualités
23 h 15 - Fin des émissions

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Ton amour et la jeunesse
14 h 05 - Aujourd'hui moderne
15 h 05 - Département S
15 h 50 - Aujourd'hui magazine

18 h 35 - Tchou-tchou, petit moineau
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tiréme
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran :
«Un neveu silencieux»
23 h 30 - Les nouvelles
23 h 45 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Le lièvre et la tortue
18 h 50 - Télescope
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 2 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vainhoé
22 h 10 - FR 3 Actualités
22 h 35 - Fin des émissions

LES GRANDES MIGRATIONS DES OUVRIERS DU NORD

Par Nathalie DULLIN

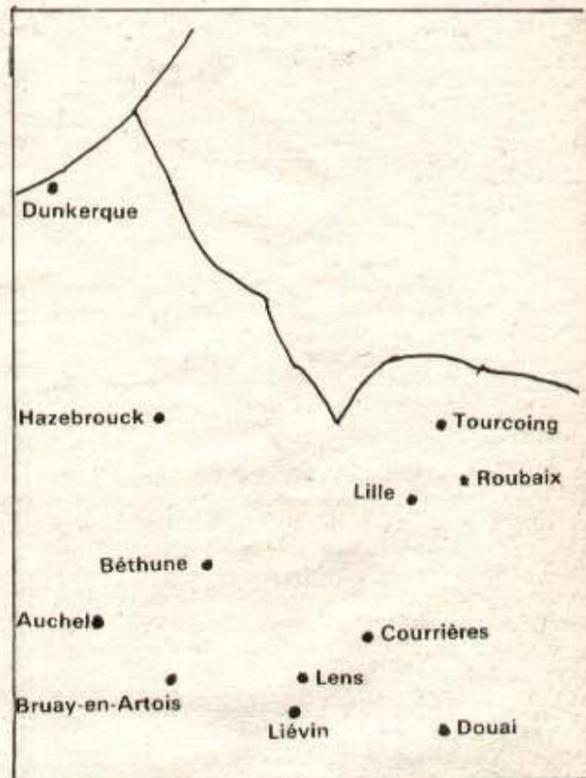
La région du Bassin Minier Ouest, dans le Nord de la France, étend ses terrils et ses puits d'Ouest en Est, de Bruay à Courrières, sur une mince bande de terre de 10 km de large. 80 puits ont fermé sur le Bassin Minier en une vingtaine d'années. D'après les chiffres officiels, pour les deux arrondissements miniers de Béthune et de Lens, entre 1962 et 1974, la main d'œuvre a augmenté de 47 000, et le nombre d'emplois a baissé de 16 000, ce qui fait un déficit de 63 000 emplois. Pour le seul arrondissement de Lens, dont la population est d'environ 100 000 habitants, le nombre de «demandes d'emplois non satisfaites» étaient de 2 000 en 1969, et de près de 8 000 en 1977, dont plus de 4 000 femmes !

En même temps de multiples déplacements volent chaque jour le temps de milliers de travailleurs de la région, des mineurs qui se rendent aux puits encore ouverts, de ceux qui ont dû abandonner la mine, des jeunes qui n'ont pas d'embauche sur place, et qui vont parfois jusqu'à Dunkerque suivre le rythme épuisant des 4x8 de la sidérurgie, des «filles des mines» contraintes à l'exode quotidien vers les usines du textile de Lille-Roubaix-Tourcoing.

Même en dehors du travail, les déplacements sont longs : le circuit est tel que pour aller de Lens à Béthune en car, il faut 2h30. La distance entre Béthune et Lens est de...17 km.

En 1959, le gouvernement engageait un vaste plan de récession des mines, entraînant la

fermeture de nombreux puits, au profit d'une politique énergétique fondée sur le pétrole, peu cher du fait du pillage du Tiers-Monde. De 200 000 en 1947, le nombre de mineurs passe à 37 000 en 1975. A partir de 1960, Usinor fait construire un nouveau complexe sidérurgique à Dunkerque. Pour trouver les 10 000 ouvriers dont il a besoin, les maîtres de forges écumant toute la région. Anciens paysans en Yougoslavie ou au Maroc, dentelliers à Calais, soudeurs à Maubeuge, et surtout mineurs à Lens, Liévin ou Béthune : tandis que 7 000 familles viennent s'entasser dans la cité-dortoir de Grande Synthe, des centaines d'autres ouvriers, qui n'ont pu malgré toutes les promesses, se résoudre à s'expatrier, font tous les jours plus de 100 km, depuis Bruay ou Béthune pour aller travailler à Dunkerque. Les prolétaires du Nord sont victimes d'une politique qui a visé le pillage du pétrole du Tiers-Monde au lieu d'exploiter les richesses charbonnières nationales : d'une politique qui choisit la création d'énormes complexes industriels dans un certain nombre de régions (nécessitant de drainer les travailleurs d'autres régions transformées ainsi en désert) parce que c'est plus «rentable» pour les capitalistes ! Au lieu de créer des unités de production plus petites, plus nombreuses et mieux réparties donnant du travail à tous et sur place, la politique menée accroît la disparité entre régions et développe le chômage, c'est cette politique capitaliste du profit qui a rallongé considérablement les durées de transport des travailleurs que nous avons rencontrés.



ON A DU CHARBON SOUS LES PIEDS ET ON DOIT FAIRE DES KILOMETRES POUR ALLER TRAVAILLER

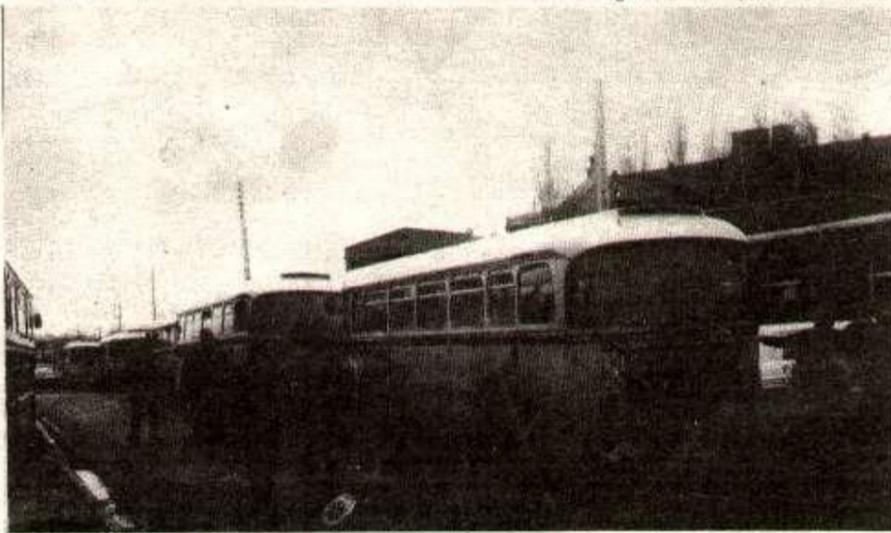
«Les Houillères ont centralisé les puits au détriment des ouvriers. Ils n'ont pas regardé à nous faire faire de la mobylette». Un mineur de Liévin nous explique qu'ils sont désormais obligés de faire un minimum de 5 km pour aller travailler : les puits les plus proches encore ouverts sont à Avion ou à Lens. «Cinq kilomètres de plus tous les jours, deux fois par jour, ça n'a l'air de rien, mais à longueur d'années, ça en fait des kilomètres». Et pour faire ces cinq kilomètres, les mineurs de Liévin prennent le vélo ou la mobylette quand ils n'ont pas de voitures, car en-dessous de certaines distances, les Houillères ne font pas passer de car pour les mineurs !

A l'Ouest de Liévin et de Lens, pratiquement tous les puits sont fermés. Les premiers touchés par la récession ont été ceux d'Auchel ; à Bruay, il ne reste plus que la fosse 6 d'ouverte, et environ 400 mineurs en activité ; les autres sont contraints d'aller à Lens, certains jusqu'à Sallaumines. A Liévin aussi, tous les puits sont maintenant fermés. Certains puits sont même fermés par les Houillères uniquement pour économiser les frais d'entretien : alors que le charbon est encore extrait des veines, des mineurs prennent le car pour aller à la fosse, ils descendent au fond, puis refont la même distance dans la chaleur des galeries à bord d'un petit train qui les ramène tailler le charbon en-dessous de leur coron !

A LA FOSSE 4 DE LENS : JUSQU'A UNE HEURE ET DEMIE D'ATTENTE

La fosse 4 de Lens entre 12 h 30 et 14 h 20.

Un spectacle qui n'existait pas il y a une quinzaine d'années : devant la fosse, des voitures, des mobylettes, des vélos. La fosse n'est plus à la porte du coron, celle qui s'y trouvait



est fermée. A partir de 12 h 30, de nouveaux vélos, mobylettes et voitures, et des cars, amènent les mineurs qui viennent prendre le poste de l'après-midi. Le car une fois vidé, la porte se referme sur le chauffeur qui s'endort. Il attend pour ramener les mineurs du poste du matin.

A partir de 13 h, commence la sortie des mineurs du matin. Il en vient de 7, 10, 20, 30 et même 50 kilomètres : Hultuche, Bully-les-Mines, Hersin-Coupigny et Barlin, Marles-les-Mines, jusqu'à Hazebrouck ! Ceux

qui habitent le moins loin, ou qui sont venus en voiture, repartent au fur et à mesure qu'ils sortent. Les autres, venus en car, doivent attendre : le car ne repart qu'à 14 h 30. Il attend que tout le monde soit là. Il y a des décalages de temps pour faire remonter les cages, parfois jusqu'à une heure et demi ! Ainsi, aux huit heures de fond s'ajoutent à la journée du mineur

pour 22 km aller-retour, on a 90 F par mois». Et le car ? «Bien sûr, c'est payé par les Houillères, mais tout le temps qu'on y passe, ça n'est pas payé». Le temps de transport devrait être payé comme temps de travail, c'est une évidence pour les mineurs. Et pourtant, les syndicats ne reprennent pas cette revendication.

«En plus, quand on fait grève, on paie un franc

est plus près de chez moi, parce qu'il n'y a pas de car, et qu'ils ne voulaient pas en mettre parce qu'on n'était pas assez nombreux. Ils nous ont envoyés là où il y avait un car». Le transport, il n'est pas au service du peuple, il est au service du patron, et c'est le travailleur qui doit s'adapter aux transports existants !

Aux mineurs, la société socialiste offrira les moyens de la résolution de ces problèmes : la France socia-

liste qui ne pillera plus les pays du Tiers-Monde, développera ses propres ressources énergétiques et en particulier le charbon. La réouverture de nombreux puits, avec tous les emplois que cela pourra développer, permettra de trouver du travail à proximité, de vivre et travailler au pays. Dans le bassin minier, les ouvriers mineurs pourront enfin s'attaquer à réduire la distance travail-domicile et à trouver les bonnes solutions pour ce problème.

Témoignage de Jules, mineur de Liévin : «Un mineur qui a 25 ans de fond, il se tue s'il fait de la mobylette»

«Avant, chaque famille avait sa maison dans une cité attenante à la fosse. Il fallait cinq à dix minutes à pied pour aller au travail. A l'époque, les mutations, c'était pour punir les fortes têtes. Mais quand ils ont commencé la centralisation, ça a été automatique. Il faut maintenant au maximum un vélo, ou une mobylette, et la plupart du temps, ils sont vite détériorés, car ils sont dans des garages non surveillés, en plein vent. Mais les mineurs qui ont 25 à 30 ans de fond, qui ont 10, 15, ou 20% de silicose, ils se tuent s'ils font du vélo ou de la mobylette, ils sont tout chaud au sortir de la mine, et ils se retrouvent en plein air froid. A eux, il leur faut une voiture.

Quand on est muté, on ne veut pas déménager. Pour un jeune mineur, ça ne poserait encore pas trop de problème, mais un fils de mineur, qui est né dans une cité, où il a vu vivre son père et sa mère ! Il ne veut pas ! Et puis, à Liévin, vu qu'il n'y a plus un seul puits, tous les mineurs de Liévin devraient déménager et ils devraient aller habiter au moins à Avion ! Et les mineurs de la campagne. Avant, pour eux, Liévin, c'était le terminus, maintenant, ils doivent aller plus loin. Et ils viennent de loin, parfois 70 km. Ceux qui ont commencé et à qui il ne reste que six ou sept ans pour terminer leur carrière, ils ont bien été obligés de suivre».

jusqu'à trois heures d'attente et de transport.

«QUAND ON FAIT GREVE, ON PAYE 1 F D'AMENDE»

Aujourd'hui, il fait froid, et de nombreux mineurs attendent dans le café. «Si on vient en voiture, le soir, on peut gagner une heure». Mais il faut en avoir une, et ça revient cher. «C'est les Houillères qui décident de fermer, ils devraient nous indemniser. Mais on ne touche une indemnité que si on vient de plus de trois kilomètres à vol d'oiseau, et ça ne paie pas l'essence :

d'amende si on ne prend pas le bus».

CONTRE LE TRANSPORT AU SERVICE DES HOUILLERES LA REOUVERTURE DU PUIIS

«Ils changent les mineurs de fosse en fosse pour les dégoûter, et les amener à prendre leur compte», nous expliquait un mineur. Nous rencontrons en effet un mineur qui a été muté depuis peu à la 4 de Lens. Il vient du 13-18, qui est en train de fermer. «Ils ne m'ont pas muté à la 7, qui